

ASSOCIATION
CONTRE LE NUCLEAIRE
ET SON MONDE

LE TEMPS DES DÉCHETS

MARS 1991

Sommaire :

- page 3 : La saga des déchets
- page 10 : Commentaire sur les luttes contre le stockage des déchets nucléaires en France.
- page 13 : Chronique de la résistance des populations au projet de cimetière nucléaire en France.
- page 22 : Histoire de volailles.
- page 25 : Rapport sur la fête de Neuvy-Bouin.
- page 27 : Omelette à la lyonnaise.
- page 30 : Notes sur les Verts.
- page 33 : Chronique de la transparence.
- page 37 : Annexes.
- page 44 : Texte de présentation de l'Association.

« Nous sommes entrés dans l'ère des écrits qui ne souhaiteraient rien tant que de ne pas avoir à exister »

TCHERNOBYL
Anatomie d'un nuage

La saga des déchets

Les déchets sont inséparables de toute forme de vie, animale comme humaine; ils sont l'un des moments du cycle de la nature. Mais les premières concentrations humaines dans les cités en ont entraîné une telle accumulation que l'équilibre permettant leur intégration dans ce cycle a été rompu. C'est ainsi que dans les villes occidentales ce déséquilibre fut à l'origine de maintes épidémies. L'une des plus célèbres est la peste noire qui ravagea l'Europe entre 1346 et 1353, tuant 25 millions de personnes, et cette maladie ne disparut pas avec le Moyen-Age puisqu'elle sévissait encore au XVIIIème siècle. Le mode de gestion des ordures, qui convenait à la vie rurale et que l'on continuait à pratiquer dans ce nouveau cadre d'existence constitué par la cité, y était inadapté : les déchets organiques qui bonifiaient la terre dans le mode de production agricole s'entassaient petit à petit dans les villes ou à leur périphérie, à mesure qu'elles s'agrandissaient. Et l'application de méthodes se révélant périmées à cause de la transformation des conditions de vie reste de mise dans le présent : «Avec l'extension des agglomérations et la concentration d'enceintes concentriques successives toujours plus éloignées des centres, les anciennes voiries consolidées furent intégrées intra-muros. A Paris, les tas d'ordures sont à l'origine des vallonements des boulevards Beaumarchais, Bonne Nouvelle, Saint-Denis, Saint-Martin et Filles du Calvaire.(...)»(1). Au XXème siècle, une même transformation des décharges en sol urbain peut avoir pour conséquence l'évacuation sanitaire des populations comme à Love-Canal aux USA (2), ou à Gouderak et Dortrecht aux Pays-Bas (1) : les brillants urbanistes en cause dans ces affaires avaient été incapables de faire la différence entre décharges de produits ménagers et décharges de produits chimiques !

La transformation progressive de la société par le capitalisme a radicalement modifié les rapports entre l'homme et la nature. Celle-ci, d'un milieu vivant à connaître et à humaniser, a été ravalée au rang de matière inerte, soumise aux exigences contradictoires de la nouvelle économie toute puissante : aménagement du territoire, urbanisme, tourisme, agro-alimentaire... Que l'industrie marchande, moteur de cette séparation, produise aussi des détritibus nuisibles à cette nature supposée neutre, voilà qui était resté inconscient jusqu'à il y a à peu près une vingtaine d'années, au moment où la mondialisation de l'économie capitaliste devenait effective. Si aujourd'hui ce problème devient conscient et s'étale en première page des journaux, c'est parce que la pollution - dont les déchets ne sont qu'une forme particulière - tend à devenir un problème pour la survie de l'espèce humaine. C'est donc bien à la réalité de ce monde que nous renvoient ces problèmes de pollution et d'ordures produites en dehors de toute rationalité humaine, mais en conformité totale avec la marche de la société présente.

A Paris, chaque habitant se débarrassait quotidiennement de 200 grammes d'ordures en 1872, de 700 grammes en 1922 puis de 1,3 kg en 1984. Aujourd'hui, «on ne répare plus, on jette et on remplace» (1). Le développement purement quantitatif de la production marchande impose et se fonde sur un renouvellement constant des produits à consommer. Après la deuxième guerre mondiale, les progrès techniques de l'industrie amenèrent une accélération effrénée du rythme de cette rotation et, simultanément, la société a alors fabriqué une nouvelle conception de l'existence et du «bonheur», justifiant et créant les habitudes nécessaires à l'acceptation de ce renouvellement incessant : les individus ne

peuvent désormais plus vivre que sous le mode de la consommation où l'usage et la qualité des choses se perd toujours plus. Ces produits de consommation - des ersatz - doivent donc très logiquement avoir une brève durée d'utilisation et se retrouver rapidement dans les poubelles où ils ne sont pas inoffensifs pour autant, leur caractéristique en tant que déchets étant d'être dangereux et très longs à disparaître, de sorte que l'on peut dire qu'ils naissent et meurent dans la nocivité puisque leur production, elle aussi, s'accompagne de déchets plus ou moins nuisibles. Ainsi, les rebuts des sociétés modernes sont désormais des sous-produits ou des résidus de l'industrie. L'accroissement fantastique du volume des ordures ménagères est dû à celle-ci : tous ces produits et ces appareils à durée de vie limitée et qu'il faut jeter à la moindre défaillance, leurs emballages d'autant plus aguichants que le produit est sans intérêt - 50% du volume des ordures ménagères est constitué par les emballages : en France, 30% de papier, 10% de matières plastiques, 12% de verre - leur publicité qui va jusqu'à se fourrer dans nos boîtes à lettres (pour nous emballer nous aussi ?), tout cela dont une bonne part n'est plus biodégradable est l'autre face d'un monde qui se prétend propre et aseptisé. Ce poids des ordures ménagères, 16 millions de tonnes par an, accompagne un accroissement proportionnel de la production des déchets industriels : 150 millions de tonnes dont 18 millions dits spéciaux (nocifs) et 2 millions de toxiques. L'agriculture elle-même, par le biais de la pétrochimie, est devenue un terrain d'expérimentation pour l'industrie et produit ses propres ordures toxiques, provenant des 150 millions de tonnes de déchets de l'élevage intensif, contribuant ainsi à la pollution des cours d'eau. Avec le nucléaire, un nouveau pas a été franchi dans la mise en oeuvre de moyens non maîtrisés, puisqu'il s'agit d'une industrie qui ne laisse que des déchets totalement mortifères. Notons que la limite entre les déchets et les autres formes de pollution est souvent difficile à tracer; nous ne parlons ici que des sous-produits et des résidus qui impliquent un stockage, un recyclage ou un traitement.

L'irrationalité qui préside à la production des marchandises en début de cycle se retrouve en fin de parcours dans la gestion des déchets. Trois tendances, qui se côtoient encore, se sont historiquement succédées et, tout comme au Moyen-Age, on affronte des situations nouvelles avec des manières de faire dépassées.

1) Jusqu'au début des années 70, le traitement des déchets industriels et nucléaires était le même que celui des ordures ménagères. Il suffisait de s'en débarrasser : mise en décharge sauvage ou contrôlée, incinération, rejets dans les cours d'eau. Seuls les déchets catalogués comme extrêmement toxiques faisaient l'objet de quelques vagues précautions relatives à leur sécurité immédiate, sans tenir compte du danger représenté par leur accumulation, la précarité de leur conditionnement ou les caractéristiques de leur toxicité. En ce qui concerne les déchets nucléaires, deux exemples de cette époque sont révélateurs de ce laisser-aller :

«De 1946 à 1962, un grand nombre de colis de déchets à faible activité ont été immergés dans l'Atlantique et dans le Pacifique. Compte-tenu des faibles quantités de radioactivité contenues dans ces déchets, on pouvait espérer que la remontée des radionucléides serait négligeable et n'aurait pas de conséquences néfastes pour les populations côtières» (*Rapport Bataille*, décembre 1990).

En 1972, des antinucléaires rendirent publics les faits suivants : 18 000 fûts de déchets hautement radioactifs étaient stockés à Saclay, sans aucun contrôle, dont 500 dans ce qu'on a appelé depuis, la décharge de Saint-Aubin. Ces fûts contenaient des éléments radioactifs produits sur le centre de recherche depuis 1948 et sur les 500, 243 étaient fissurés. (Cf. les numéros de 1972 de la revue *Survivre et Vivre*). Au moment où le dernier fût a été transféré à

La Hague en 1979, les nucléaristes français avaient déjà fait du site de Saint-Aubin leur décharge «sauvage». (3).

Cet empirisme intéressé a fini par provoquer un certain nombre d'accidents dont la recrudescence et la répétition ont amené un changement d'attitude de la population, puis des autorités.

2) C'est à cette époque que le mouvement écologiste commença à se développer. Ce qui avait été jusque là une somme de refus - plutôt isolés - de ces effets particuliers de l'industrialisation à outrance pouvait devenir un mouvement. Mais ce mouvement était aussi une position de repli par rapport à la désillusion générale au lendemain de 1968, position qu'il n'a pu surmonter; aussi n'est-il pas parvenu à sortir de sa marginalité et à échapper au reflux du mouvement social. Les diverses tentatives pour tirer les conséquences pratiques de ce refus en le formulant globalement pour, en fait, le situer sur le seul terrain qui lui convienne, le terrain révolutionnaire, échouèrent. De l'autre côté, les mesures étatiques au cours de cette période ont répondu à une double nécessité : couper l'herbe sous le pied de la contestation écologique et perpétuer le fonctionnement économique. Ainsi, les limites posées à l'accumulation aveugle des déchets obéissaient à cette règle : tout est permis à condition de ne pas se faire prendre !

De ce point de vue, le scandale de la Montedison fut exemplaire : pendant quatre ans, de 1972 à 1976, cette multinationale pétrochimique dont l'Etat italien détenait à l'époque 60%, a déversé 4,3 millions de tonnes de boues chimiques dans la Méditerranée, polluant 20 milliards de m³ d'eau. L'indignation fut telle qu'en 1973 il y eut des émeutes à Bastia et une grève générale d'une journée en Corse. Le retentissement de cette affaire a largement dépassé les frontières de l'île sous l'impulsion des groupes écologistes alors en pleine effervescence. L'impunité dont a pu jouir la Montedison et l'ampleur du scandale ont finalement amené l'Etat italien à intervenir et à mettre en avant la nécessité d'une réglementation, aisément contournable. Ainsi la Montedison s'est-elle contentée de déplacer le lieu de déversement de 20 km.

En France, l'année 1971 a vu la création du premier ministère de l'Environnement, gadget jeté en pâture aux écologistes modérés. Si par la loi du 15 juillet 1975 les industriels sont tenus responsables de leurs déchets, en 1984 il n'y avait que 500 inspecteurs pour 500 000 installations classées productrices de déchets toxiques et, actuellement, rendre cette loi effective fait toujours partie des préoccupations de Lalonde. Il est clair qu'une efficacité réelle n'était pas recherchée. Il n'était question que de lutter avec les moyens du bord pour cacher la partie visible de l'iceberg et, en l'occurrence, ces moyens ont consisté à transformer les déchets en une nouvelle et quelque peu particulière marchandise, dont le coût d'élimination fixait le prix, tant il est vrai que l'économie marchande sait faire flèche de tout bois. Ainsi se créèrent des firmes spécialistes de la chose, comme aux USA, la Waste Management Incorporated, entreprise privée fondée en 1971, dont le chiffre d'affaires a pu passer de 18 millions de dollars en 1977 à 370 millions en 1986. Son champ d'activité concerne tous les genres de déchets, du ménager au nucléaire, et son professionnalisme est fréquemment cité en exemple par certains spécialistes fascinés par les faux-semblants (tel Roger Cans), alors que la forme d'élimination employée se révèle finalement incapable de faire disparaître la nocivité des résidus de déchets. En France, c'est en 1974 que s'est ouverte la première usine de retraitement de déchets industriels. De plus, seuls les industriels qui, pour diverses raisons - image de marque, contrôles particuliers de l'administration, etc. - ne pouvaient faire

autrement, se tournèrent vers ce type légal de solutions. Pour le reste, les pouvoirs publics n'étaient guère regardants. Leur laisser-faire traduisant leur souci de ne pas diminuer la marge bénéficiaire des entreprises ouvrait la porte à un autre marché tout aussi juteux, celui du trafic toléré dont quelques échos sont parvenus aux oreilles du public. Ainsi, entre autres exemples, l'odyssée des bateaux *Zanoobia* et *Karin B.*, chargés de déchets toxiques, qui ont fait le tour du monde en 1988 à la recherche d'un pays d'accueil pour leur cargaison. Ils avaient été affrétés par un courtier qui a pignon sur rue à Gênes, ce qui signifie tout simplement que son trafic est aussi clair que celui d'un financier recyclant des narco-dollars. Pour cette affaire rendue publique par les groupes Verts italiens, combien d'autres dont on n'a pas eu connaissance, ou trop tard, dans lesquelles ont opéré des sociétés encore plus opaques utilisant l'éventail complet des ruses administratives pour échapper à tout contrôle ? Nous ne saurons jamais vraiment combien de tonnes d'ordures indésirables ici s'en sont allées empoisonner la vie aux quatre coins de la planète; dans le Tiers-Monde évidemment, mais aussi dans le monde industrialisé, quand le business l'aura permis : « Pour nous, exporter en Afrique ou en Ecosse c'est la même chose déclarait l'un de ces trafiquants » (4). Dans le domaine le plus dangereux, le nucléaire, on a poussé le vice encore plus loin : l'entreprise ouest-allemande Transnuklear qui possédait le monopole du retraitement des combustibles des centrales allemandes a entreposé en RFA, jusqu'en 1987, année où le scandale a éclaté, des déchets nucléaires retraités en Belgique comme faiblement irradiés alors qu'ils l'étaient hautement. Le conditionnement de déchets hautement radioactifs coûtait 5 833 FF au kilo, celui des déchets faiblement radioactifs 425 FF pour le même poids.

Ce laisser-aller général de l'Etat sur ce terrain n'était pas pour autant de l'aveuglement : c'est au cours des années 80 qu'on a élaboré et mis en place les théories de la gestion des catastrophes technologiques, présentées comme naturelles et inévitables dans nos sociétés modernes. On a vu fin octobre 87 à Nantes ce qu'il en était dans la pratique quand il a fallu contrôler et évacuer la population à la suite d'un nuage toxique (5).

3) L'effet de cette politique générale ne s'est pas fait attendre très longtemps : la partie immergée de l'iceberg n'a pu être cachée bien longtemps par des faux-semblants et des trompe-l'oeil. Le nombre de morts - que tous les pouvoirs s'appliquent à occulter - et les dégâts occasionnés par les catastrophes rapprochées de Bophal (Inde, 1984), Sandoz (Suisse, 1986) et Tchernobyl (Urss, 1986), les accidents majeurs évités de justesse dans les centrales nucléaires (Biblis, RFA 1987, Vandellos, Espagne 1989) ainsi que la dégradation de l'environnement à laquelle on ne peut plus échapper (ozone, effet de serre, pollution de l'eau par les nitrates), tout cela a fini par obliger l'Etat à modifier sa pratique. Il ne s'agit plus, comme au cours de la période précédente, de couper l'herbe sous le pied des écologistes, mais d'affronter un danger dont on a pris la mesure, tout en continuant coûte que coûte à préserver la marche en avant de la même économie : deux impératifs contradictoires. Il est donc maintenant devenu nécessaire d'associer l'opposition écologiste à la gestion de l'existant et de concevoir plus largement l'écologie comme un nouveau marché. Parallèlement à cela, une nouvelle industrie continue à se constituer autour de cette nouvelle matière première que représentent les gisements de déchets. Cette industrie née au cours de la période précédente peut maintenant prétendre se développer, avec une rentabilité toute relative, grâce à l'engagement étatique dans la lutte pour l'élimination et le traitement lucratif des déchets, conçus désormais comme pouvant être intégrés dans le cycle de la production.

En France, Lalonde, dans sa version la plus récente, incarne par sa volonté affirmée de doter son ministère de moyens conséquents - augmentation de son budget de 48% en 1991, apports financiers d'autres ministères - les forces et les faiblesses de la mise en place de cette tendance, mettant en jeu la nécessité pour l'Etat de se placer au-dessus des conditions particulières d'existence de chaque industrie. La machine étatique dispose là d'une magnifique opportunité pour se poser en défenseur exclusif du bien-être social et individuel.

En ce qui concerne les déchets ménagers, l'orientation donnée est d'impliquer les consommateurs et les opposants. En tant que consommateur, chacun se voit invité à trier ses cochonneries à domicile ou dans des déchetteries. Le verre et le papier commencent à être ramassés séparément, les matières plastiques aussi dans certaines agglomérations pilotes comme celle de Dunkerque. Les Français finiront bien par rattraper les japonais, ces avant-gardistes qui disposent de sept poubelles à usage différent chez eux ! Quant à certains opposants, nul effort n'a été nécessaire pour les impliquer dans cette gestion dès lors qu'ils y voyaient un intérêt quelconque. D'une part le premier souci des élus Verts concerne «la défense de la nature» qu'ils pratiquent en conformité avec les orientations des politiques de leurs municipalités. D'autre part, certains contestataires fatigués de lutter et ayant décidé de donner dans l'efficacité et la rentabilité se sont lancés dans l'écolo-business sous toutes ses formes, ce qui inclut le partenariat avec des firmes polluantes (ainsi la FRAPNA(6) s'est-elle associée avec Rhône Poulenc). Mais ce business n'arrive pas à s'établir. Le feuilleton de l'usine de transformation d'ordures Valorga à Amiens, toujours au bord de la faillite et toujours repêchée par la municipalité, en est un bon exemple. En ce qui concerne la gestion des déchets industriels, l'Etat tente toujours d'appliquer la loi de 1975 et cherche à accroître ses contrôles. Les industriels producteurs de déchets spéciaux se voient sommés depuis décembre 1990 de présenter un compte-rendu approfondi de leur situation sur ce sujet. Par ailleurs, le marché des déchets tend à se rationaliser : le prix des décharges françaises, jusque-là très bas donc attirant, va s'aligner sur celui des décharges européennes grâce à un système de taxes payées par leurs exploitants. Mais l'argent récolté par cette taxe, qui dans un premier projet devait revenir à l'Agence pour l'Environnement pour financer des recherches sur la transformation, va finalement revenir aux collectivités locales...

Cet ensemble de mesures nous est donné comme une solution radicale, conciliant la poursuite du développement économique et la gestion efficace des pollutions et déchets qu'il engendre nécessairement. Mais cet écologisme de façade n'est rien face à l'industrie : « (...) Nous sommes dans l'impossibilité économique de contrôler l'ensemble des produits mis sur le marché. Environ mille produits chimiques nouveaux arrivent sur le marché mondial chaque année. En utilisant tous les laboratoires existant dans le monde on pourrait à peine tester la toxicité de la moitié d'entre eux » (Brice Lalonde, *Plan National pour l'Environnement*, septembre 1990. Notons ici que pour cet infortuné ministre, il y a loin de la coupe aux lèvres puisque, conséquence budgétaire de la guerre contre l'Irak, son Plan Vert risque d'être compromis pour cette année. Cf. *Le Monde* 1-3-91). Comment peut-on prétendre éliminer la toxicité des produits lancés sur le marché quand on montre tant d'indifférence quant à leurs effets ? Quel contrôle réel l'Etat peut-il exercer alors que les industriels peuvent encore le refuser en invoquant le secret industriel ? Le département Recherches de la nouvelle industrie des déchets ne peut proposer de solutions autres que microscopiques au regard du volume des déchets produits et cela, quoiqu'en disent les promoteurs de cette nouvelle branche «high-tech». En effet, l'officielle Agence Nationale pour la Récupération et

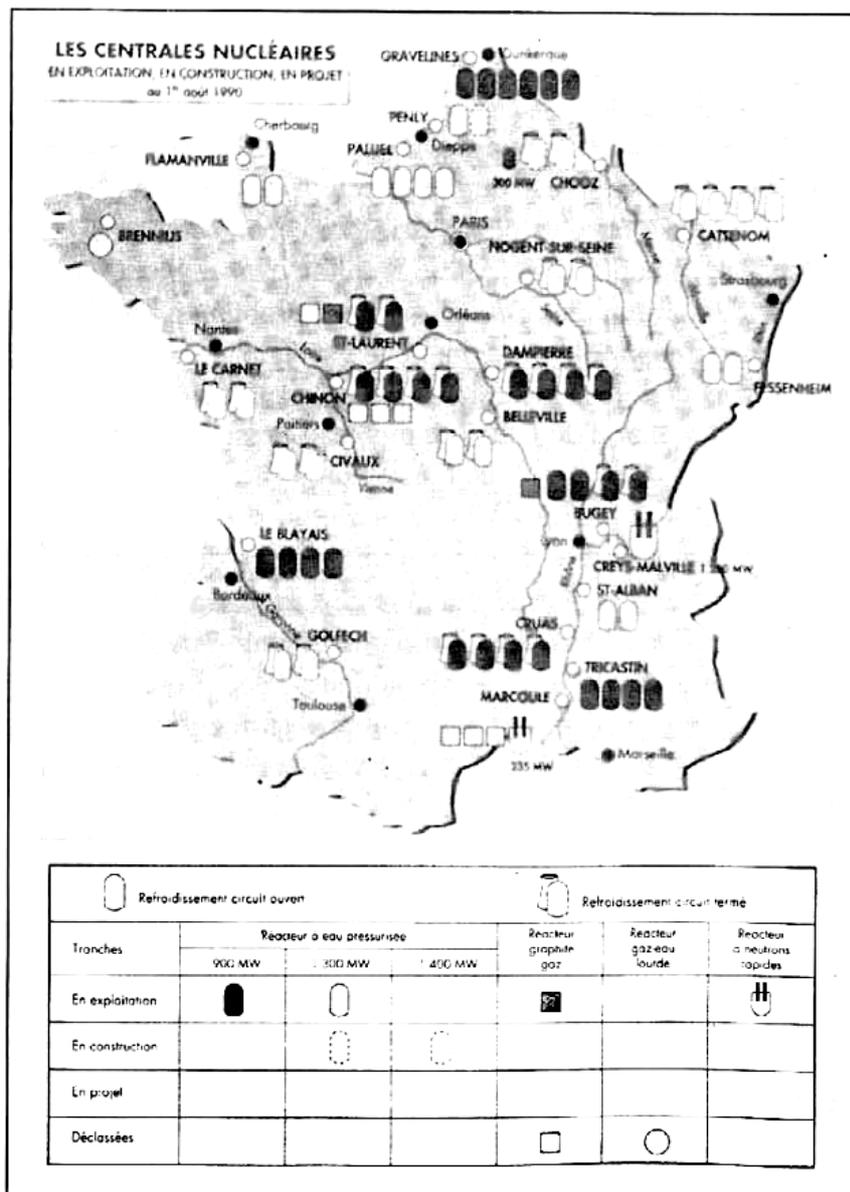
l'Elimination des Déchets (ANRED) créée en 1976, s'abstient de noter explicitement dans ses brochures promotionnelles, que les volumes traités ne représentent qu'un dixième des volumes totaux malgré l'efficacité dont elle se targue. Les mésaventures des 15 000 tonnes de cendres toxiques de la décharge de Quimper nous éclairent *a contrario* sur la capacité des usines de retraitement et d'incinération à éliminer ou rendre inoffensifs les résidus obtenus après traitement. Le responsable local de la société Grandjouan de Nantes avait jugé plus économique de se débarrasser de ces cendres, en les enterrant en vrac dans la décharge de Quimper dont il assurait la gestion, plutôt que de leur donner le conditionnement coûteux prévu par la loi. Ces cendres, dont personne ne veut, contiennent des métaux lourds comme le plomb, le zinc ou le mercure et d'autres produits hautement toxiques, comme la dioxine, tout cela provenant de l'usine d'incinération de Concarneau. A ce jour aucune solution n'a été trouvée pour neutraliser ces résidus.

Et comme on pouvait s'y attendre, le nucléaire n'a pas été traité avec plus de sérieux. Depuis le début, la même inconscience préside aux problèmes de l'entreposage des déchets radioactifs (4 700 m³/an de faible activité, 126 m³/an de haute activité produits en France). «Il est vrai qu'un problème n'est pas réglé, c'est celui des déchets. Dans 25 ans il faudra bien y trouver des solutions» déclarait en 1978 un membre de la commission PEON (7) qui présida au lancement du programme nucléaire civil français. Un autre membre de cette commission lâchait cette perle : «Si dans cinquante ans on n'a pas trouvé de solution, on fera un paquet de ces déchets, on les mettra quelque part et on arrêtera le nucléaire; on aura vécu cinquante ans»(8). On n'a toujours pas trouvé de solutions et on a même ralenti la recherche de solutions techniques : «Nous avons donc suggéré qu'il faudrait faire un effort de recherche très important, tendant à voir dans quelle mesure il serait possible d'extraire de ces déchets, pour les séparer, des radionucléides à vie très longue, comme le neptunium, l'américium.(...) Cela remonte à sept ans, et à cette époque il avait été dit qu'il faudrait peut-être consacrer une vingtaine de personnes et une trentaine de millions par an; au début il a semblé que le CEA s'orientait dans cette voie mais petit à petit, pressé par les questions budgétaires, ceci s'est réduit, il continue à avoir une activité, mais réduite avec 10 millions de dépense pour l'année 1990, ce qui peut paraître important mais, compte-tenu des enjeux et des budgets en cause, est assez ridicule» (Audition du professeur Raymond Castaing, *Rapport Bataille* p 242). Comme dans ce rapport, on n'a rien de mieux à dire que «peut-être», «on espère», quand il est question d'apprécier les méthodes actuellement envisagées pour l'enfouissement des déchets radioactifs. On feint d'oublier que les centrales aujourd'hui en fonctionnement sont de futurs déchets nucléaires et que fournir l'investissement nécessaire à des recherches poussées pour maîtriser et neutraliser les effets de la radioactivité aurait supprimé du même coup toute possibilité d'exploiter industriellement l'énergie nucléaire.

Malgré ses prétentions nouvelles à l'écologie, l'Etat n'a pas de solutions à proposer. En l'état actuel des connaissances scientifiques, le silence de la population sera le seul critère objectif de choix pour un site d'enfouissement (Voir annexe 1) et les questions de sécurité sont de moins en moins déterminantes. Aux Etats-Unis, la «Nuclear Regulatory Commission s'apprêterait maintenant à approuver une demande de l'industrie nucléaire, ce qui aboutirait à ce que 30% des déchets faiblement radioactifs provenant des centrales soient déposés dans des décharges municipales et des systèmes de tout-à-l'égout, ou bien incinérés, ou encore dans des produits de consommation...». (9).

Ainsi, grâce à ces expérimentations in vivo, nous allons pouvoir mesurer jusqu'à quel point la vie humaine est compatible avec la radioactivité artificielle. Mais est-ce bien nécessaire ? Nous savons déjà que le refus des conditions imposées suffit à transformer un être humain en «déchet de basse humanité», comme l'a déclaré sans ambages un procureur fanatique, Philippe Ferlet, à propos d'un manifestant interpellé au cours de la manifestation lycéenne du 12 novembre 1990...

- (1) Catherine de Silguy, *La Saga des ordures du Moyen-Age à nos jours* Ed. de l'instant.
- (2) Cf. *Encyclopédie des Nuisances*, n° 3 BP 188 75665 Paris cédex 14.
- (3) Voir la *Gazette Nucléaire* n°105-106.
- (4) Roger Cans *Le monde poubelle* Ed. First International.
- (5) *Des fissures dans le consensus* n°2 BP 3 - 93301 - Aubervilliers.
- (6) Fédération Rhône Alpes de protection de la Nature (FRAPNA).
- (7) Commission consultative pour la Production d'Electricité d'Origine Nucléaire, créée en 1955 et groupant des représentants de l'EdF, du CEA et de l'industrie.
- (8) *Les nucléocrates*, Philippe Simmonot, PUG 1978.
- (9) Cf. *Chroniques du désastre nucléaire*, Bulletin d'information n°2, Guy Fargette 4, rue Sivel 75014 - Paris



Commentaires sur les luttes contre le stockage des déchets nucléaires en France

«Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans des conditions choisies par eux.»

(Marx)

Le sentiment de colère en face d'une dégradation particulièrement terrible d'un cadre de vie, imposée en punition d'on ne sait quoi, engendre, quand elle est connue pour ce qu'elle est, des luttes qui, dans le cours de leur développement, amènent leurs acteurs à restaurer une communication réelle et sans intermédiaire, à tisser des liens de solidarité, dépassant ainsi ces conditions de vie atomisée qui sont notre lot commun. Dans ce cas, le refus de cette dégradation ne peut qu'être déterminé et conséquent, car il se heurte directement à l'Etat qui, sur ce terrain, est dépourvu de toute médiation entre les populations et lui (voir *Chronique de la résistance des populations...* p 13)

En instituant en février 1990 le moratoire d'un an pour le choix des sites d'enfouissement des déchets radioactifs, le pouvoir s'est donné le temps de combler ce vide. L'absence de formes institutionnelles aptes à faire valoir de manière convaincante les intérêts de l'Etat et de l'économie pour noyer ce refus, n'est pas le résultat d'un manque de vocation : c'est la constitution d'un cadre permettant leur emploi qui pose problème. Pour amener les gens à se résigner à une dégradation quand ils ont commencé à dialoguer entre eux, il faut briser ce dialogue afin de les renvoyer à leur isolement. Ce qu'expliquait déjà en mai 89 le rapport Rouvillois (l'administrateur général du CEA). Il montrait aussi quelle sorte de sérieux préside à leurs critères scientifiques : « Il apparaît de plus en plus que la contrainte principale dans ce domaine est la capacité de la population locale à accepter le principe de stockage, beaucoup plus que les avantages techniques relatifs des différents types de sols (granite, schiste, argile, sel). Dans ces conditions, il semble indispensable que le choix du site soit fait rapidement par les pouvoirs publics pour éviter toute cristallisation de l'opinion publique sur des projets dont trois sur quatre seront en tout état de cause abandonnés. Pour ce choix, le souci d'éviter un phénomène de rejet relayé au niveau national, comme ce fut le cas en son temps pour le projet de centrale nucléaire de Plogoff, doit être un critère majeur ». Durant cette année de moratoire l'Etat s'est donné le temps et, il l'espère, les moyens de créer ces relais et d'introduire la division dans une opposition qui reste résolue et massive jusqu'à présent. Mais sa pratique antérieure qui lui a permis, dans le mensonge et la violence, de faire de la France le pays le plus nucléarisé du monde rendait la tâche impossible. C'est ce qui explique le recul apparent du *rapport Bataille* (rendu public le 12-12-90) qui annonce l'arrivée du formalisme parlementaire. Maintenant que le nucléaire est là et bien là, une partie des politiciens pense que rien de fondamental ne peut être changé, même si on crée de nouveaux liens de dépendance entre la classe politique et le lobby nucléaire. Cette prétendue irruption de la «démocratie» pourrait «instituer un dialogue» avec les responsables sur les sites en vue d'une «gestion concertée».

Il va sans dire qu'il n'y a rien à discuter et que le seul problème qui subsiste, c'est de faire passer la pilule.

Pour cela quel meilleur moyen que d'appâter les responsables locaux et les chômeurs par la promesse d'un bien-être économique régional ? «L'ouverture d'un grand chantier, puis le fonctionnement d'une installation de stockage ne se ferait certainement pas sans avoir de retombées positives sur l'économie locale. Entre le début des travaux du laboratoire et la fermeture définitive du dépôt s'écouleraient au moins 70 ans pendant lesquels l'ANDRA serait certainement, dans les régions rurales qui avaient été envisagées, de loin le plus gros employeur et le plus gros contribuable. Or, qu'on ne s'y trompe pas, l'unanimité pour le rejet des projets de l'Andra n'est dans

plusieurs cas que de façade. De nombreux habitants regrettent de laisser échapper des possibilités d'emplois nouveaux et les retombées financières qui résulteraient des travaux de l'ANDRA » (*Rapport Bataille* p 60). Et au-delà de ces limites, il n'y aura pas de discussion : « Comme en Suède, où le Parlement vient de retirer aux communes leur droit de veto quand l'intérêt général est en cours, c'est à la représentation nationale de prendre ses responsabilités et d'imposer, quand cela est absolument indispensable, des obligations particulières à certains de nos concitoyens pour le bien de la collectivité ».

L'absence d'une opposition organisée qui dépasse le refus immédiat, quels qu'en soient les mérites, laisse ces mouvements sans projet et sans langage. Celui de la domination règne alors sans partage. Ainsi, par exemple, on a commodément importé des USA une dénomination, «le syndrome NIMBY» (Not In My BackYard - pas de ça chez moi) pour traiter comme des

N° 1839 ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 NEUVIÈME LÉGISLATURE PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1990-1991 <small>Annexe au procès-verbal de la séance du 14 décembre 1990</small>	N° 184 SÉNAT PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1990-1991 <small>Annexe au procès-verbal de la séance du 17 décembre 1990</small>
OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES	
RAPPORT	
<i>sur la gestion des déchets nucléaires à haute activité,</i>	
PAR M. CHRISTIAN BATAILLE, Député.	
<small>Déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale par M. JEAN-YVES LE DÉAUT, Président de l'Office.</small>	<small>Déposé sur le Bureau du Sénat par M. JEAN FAURE, Vice-Président de l'Office.</small>
<small>Environnement.</small>	

«Certains pensent que la démocratie politique est, par nature, incompétente pour résoudre les grandes questions scientifiques ou techniques. Tel n'est pas l'avis de votre Rapporteur qui vous propose au contraire toute une série de mesures destinées à introduire un "supplément de démocratie" dans ce dossier de la gestion des déchets nucléaires à haute activité.»

(*Rapport Bataille*, p 86)

malades ceux qui refusent de le devenir, ne voulant pas vivre dans un environnement devenu pathogène ; ou encore ce miraculeux concept de «radiophobie» importé d'URSS, créé pour ne pas parler des victimes de Tchernobyl. Il a le même usage d'exorcisme psychiatrique : «Bon sang, mais c'est bien sûr, les irradiés sont tous des hypocondriaques !».

La défaite du mouvement écologiste, son incapacité à lier les nuisances particulières aux conditions sociales qui les produisent, ont amené les rescapés de ce mouvement à se placer sur le terrain de l'Etat. Alors qu'il y a vingt ans, la réalité du danger pouvait encore paraître hypothétique, aujourd'hui l'état du monde confirme leurs anticipations ; mais ils n'ont plus la force d'être autre chose que des gestionnaires du désastre (voir *Rapport sur la fête de Neuvy Bouin* p 25 et *Notes sur les Verts* p 30).

Il est vrai, et c'est bien le problème essentiel, que ces nuisances très concrètes ne sont rien d'autre que des matérialisations d'un monde fondé sur l'abstraction de la marchandise, facile à nommer, certes, mais où l'inexistence de lieux de rencontre pour formuler les bases d'un refus (par comparaison avec le rôle qu'ont pu jouer les usines dans le premier mouvement ouvrier) laisse la place à tous les échappatoires imaginables (des alternatifs à toutes les nuances d'écologistes gestionnaires en passant par les Barnier et autres politiciens). A cette abstraction des rapports sociaux correspond une déréalisation du discours techniciste dominant : l'individu est pris pour un benêt, tout étant fait pour le maintenir dans une totale ignorance de la réalité, soumis au pouvoir quasi-religieux d'un savoir déshumanisé (de l'infinité des mesures obscures qualifiant le nucléaire à l'infinité d'institutions le représentant, en passant par son existence indiscutable et écrasante), à l'égal de ces populations du tiers-monde auxquelles les porte-parole des financiers internationaux expliquent qu'elles n'ont qu'à mourir sur l'autel de l'humanité libérale. Dans ces conditions propices à la confusion, l'organisation sociale a jusqu'à maintenant réussi à empêcher qu'un point de vue universel intervienne dans les luttes et marque l'ampleur des enjeux auxquels elles doivent répondre. Il ne faut pas non plus négliger là le rôle de ces écolocrates prêts à se satisfaire d'aménager la pollution pour assurer leur carrière.

L'absence de point de vue universel rend abstraite la possibilité de solidarité effective (voir Bresse) et fait que les organisations des luttes sur les sites se retrouvent perpétuellement tiraillées entre un refus clair et net et une tendance à la gestion, un sens des responsabilités sociales auxquelles le rapport Bataille vient de lancer une perche.

Tout ceci explique que ces refus déterminés, qui restent géographiquement limités, ne parviennent pas à sortir de l'isolement. Autrement dit, la jonction reste à faire entre la critique en actes, réelle mais sans perspectives, et la critique révolutionnaire désarmée et ne se plaisant pas à le rester.

CHRONIQUE DE LA RÉSISTANCE DES POPULATIONS OPPOSÉES AU PROJET DE CIMETIÈRE NUCLÉAIRE SOUTERRAIN EN FRANCE

«J'étais tellement passionné par l'ambiance du site que je la vivais chez moi. J'ai bien souvent dormi avec un haut-parleur sous l'oreiller pour ne pas gêner le sommeil de mon épouse. Je regrette presque que toute cette vie soit finie maintenant.» (cité dans l'*AVENIR*, bulletin du CIAD, mai 1990)

Jeudi 5 octobre 1989

Le président du conseil général des Deux-Sèvres, Georges Treille, exprime son opposition à l'implantation d'un centre de stockage de déchets radioactifs en Gâtine. Le président du conseil régional de Picardie se déclare opposé à un projet de stockage sur le site argileux de Montcornet (Aisne).

Samedi 18 novembre 1989

Quatre cents personnes manifestent à Montcornet (Aisne). Plusieurs élus locaux sont présents (cinquante-quatre communes des environs refusent le stockage excepté le maire de Montcornet) ainsi que des Belges (de la région de Chimay qui est confrontée aussi à un projet de stockage nucléaire) et des délégations venues du Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres.

Jeudi 30 novembre 1989 :

Le Conseil général de Maine-et-Loire, présidé par Jean Sauvage, se prononce à l'unanimité contre le projet de cimetière nucléaire en Anjou.

Mardi 12 décembre 1989

Alors que le ministre de l'Industrie Fauroux et le Secrétaire d'Etat à l'Environnement Brice Lalonde signent l'autorisation de chargement en combustibles de la centrale de Golfech, un débat sur l'énergie de trois heures préparé par Huguette Bouchardeau se déroule à l'Assemblée Nationale(1). A 15h15, pendant que le consensus nucléariste s'affiche au parlement, trois escadrons de gendarmes mobiles (environ 250 hommes) tentent d'occuper, dans les Deux-Sèvres, le terrain où l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) a décidé d'effectuer ses travaux de forage près de Traves, au lieu-dit «Le Bois». Mais le site est occupé par le CIAD et GRANIT (2) depuis le matin. Huit cents personnes arrivent immédiatement sur les lieux et s'opposent avec divers engins agricoles à une colonne de gendarmes mobiles qui s'avance précédée de deux

blindés. Opération réussie, car finalement les militaires se retirent vers 17h00.

En Anjou, dans la nuit du 12 au 13 décembre, trois escadrons de gendarmes mobiles prennent position autour de la ferme de la Gibaudière, site de forage prévu, près du village du Segréen, Bourg d'Iré. Les gendarmes sont cantonnés sur place, au château de Bellevue réquisitionné par l'Etat. A Bourg d'Iré, les habitants se souviennent que la dernière occupation du château et du village date de 1940.

Mercredi 13 décembre 1989

Dans la matinée, des affrontements éclatent autour du site de forage entre les militaires et 300 manifestants, («sans l'ombre d'un écolo citadin dans leurs rangs» note la *Nouvelle République*) décidés à empêcher l'installation des gendarmes mobiles. Les militaires utilisent des gaz lacrymogènes et cinq d'entre eux sont blessés à la suite de jets de pierre. Dans l'après-midi, les élus des treize communes organisent une marche sur le site avec l'appui du député Laffineur revenu «en TGV» de Paris. Pendant que les élus entament «un dialogue de sourd» avec les agents de l'Andra, sous les yeux des élus les techniciens de la filiale du CEA clôturent le terrain avec un grillage de deux mètres de haut. Pendant ce temps, 300 manifestants plus réalistes que leurs représentants préparent des gourdins. Après le départ de Laffineur et des élus, de nouveaux affrontements éclatent. Pendant que les élus palabrent à la sous-préfecture de Segré puis à la préfecture d'Angers, cinquante opposants munis de haches mettent à sac les locaux de l'Andra basée à Segré. «Les chouans» de Gâtine sont mobilisés jour et nuit et s'attendent à un retour des gendarmes mobiles. Ils ont mis en place des barrages sur les routes d'accès au site de forage. Les opposants assurent des tours de garde permanents et communiquent efficacement entre les divers barrages par CB; ils filtrent et contrôlent le passage des voitures. Max Allcau de GRANIT «ne cesse de prêcher la non-violence». Pierre Gé de la CIFODRA (3) et Jean Croisé du CIAD sont sur

place. Un opposant note : « ce n'est pas une manifestation d'agriculteurs. Ici, il y a tout le monde. La preuve : une vingtaine d'ouvriers de chez Ribouleau ont quitté leur travail pour empêcher l'arrivée des gendarmes ». Le député de Parthenay, Jean de Gaulle, s'agite et prend rendez-vous avec Fauroux vendredi.

Jeudi 14 décembre 1989

Interrogé sur les «débordements» de mercredi à Bourg d'Iré, Jean-Yves Pavéc déclare : «la seule présence des gardes mobiles était une agression. Et s'il y a eu cinq blessés dans les rangs des forces de l'ordre, nous en avons compté quatre chez nous. Il y a une volonté évidente de nous faire peur.» Dans la soirée, soixante opposants bloquent les accès à la Gibaudière, route de Candé. Ils déposent sur la route une vieille carcasse de voiture, une moissonneuse batteuse, des bottes de paille et des pneus, puis mettent le feu au tout. Cette fois, six escadrons de gendarmes mobiles (450 hommes environ) seront mobilisés pour assurer la protection du site de forage de la Gibaudière lors de la manifestation prévue samedi «pour la défense de la démocratie».

Dans un communiqué à la presse, les Verts des Deux-Sèvres demandent à tous «les élus locaux et régionaux de se désolidariser publiquement de l'action illégale du gouvernement du mardi 12 décembre».

Vendredi 15 décembre 1989

L'Union CFDT du Segréen appelle à la mobilisation : « Beaucoup de gens disent "on n'est pas d'accord". Il ne suffit pas de le penser, il faut agir », dit-elle. Dans un communiqué, la Coordination Anti-Déchets pour la Sauvegarde de l'Anjou (4) déclare : «Face à la détermination d'une population et de ses élus, les pouvoirs publics ont répondu par l'envoi des forces de l'ordre. C'est un sentiment de honte qui nous envahit, la démocratie la plus élémentaire a été bafouée (...)», il faut «maintenant mener un combat pour le respect de la démocratie dans notre région.» A la Gibaudière, où deux bungalows et une pelleteuse ont déjà été installés sur le site par l'ANDRA, le mot d'ordre est : «La plate-forme de forage ne passera pas». Tout au long de journée des affrontements ont lieu entre les gendarmes mobiles et une centaine d'opposants. Les entreprises qui travaillent pour l'ANDRA sont désormais visées. Le matin, une voiture de la société de gardiennage nantaise SECURICOR est incendiée. La «Jeep Cherokee» d'un entrepreneur de la SCTP (Travaux Publics) de Chateaubriant est retournée puis brûlée. Le feu est également mis à une camionnette tirant un tracto-pelle et les pneus d'un poids-lourd porte-engins sont crevés, les clés de

l'engin confisquées. Les journalistes qui veulent prendre des photos sont pris à partie. Les gendarmes mobiles répliquent par des tirs tendus de grenades lacrymogènes.

Samedi 16 décembre 1989

Dans le petit village de Bourg d'Iré qui compte 850 habitants, 800 gardes mobiles ont été mobilisés. Malgré la pluie, 1 500 personnes manifestent sur le site de la Gibaudière : «Manifestation de la honte» selon les organisateurs qui ont donné des consignes pour que tout se déroule dans le calme : «il faut laisser les gourdins au vestiaire aujourd'hui» insistent les animateurs de la CADSA. Le périmètre de recherche de l'ANDRA, déjà clôturé, a été renforcé par une tranchée et un gros talus. Un agriculteur vient planter à la barbe des 500 gendarmes mobiles deux pancartes où on peut lire «Nouveau Berlin» et «Mur de la honte». En tête de la manifestation se trouvent tous les élus (député-Laffineur, maires, conseillers généraux, tous ceints de leur écharpe tricolore). Après les discours où Laffineur déclare, «il est impensable de prendre une telle décision alors que 90% de la population est hostile à ce projet», l'un des représentants de la CADSA, Jean-Yves Pavéc, prend la parole : «Alors que le site connaît un état de siège depuis quatre jours, ce que nous défendons, c'est la démocratie (...) Boycottons les entreprises qui travaillent pour l'ANDRA. Aujourd'hui, la démocratie est bafouée, faisons travailler notre imagination en évitant à tout prix les débordements, portons le mouvement sur un plan national». Le conseiller municipal d'Angers et conseiller régional d'Angers-Ecologie-Autogestion, Marc Gicquel, apporte le soutien (sic) du député européen Vert Didier Anger... etc. Vers 15h la CADSA invite les manifestants à brûler symboliquement leurs cartes d'électeur. Ce que font immédiatement plusieurs dizaines de personnes. De 15h30 à 17h «de jeunes agriculteurs et de moins jeunes» vont affronter les gendarmes mobiles. Un agriculteur de 30 ans, Jean-Paul Thuet, est sérieusement blessé au visage par un tir tendu. Il souffre de diverses fractures. Une délégation venue de Gâtine apportait son soutien à la manifestation. Du 13 au 16 décembre 1500 grenades lacrymogènes ont été utilisées sur le site de la Gibaudière : des grenades F2 (à gaz) et F4 (explosives).

Lundi 18 décembre 1989

Dans le segréen, une déviation est mise en place pour orienter les automobiles vers la route qui mène à la ferme de la Gibaudière. Le barrage est levé, une heure et demie plus tard, à l'arrivée de sept camions

bâchés de gendarmes mobiles. Les députés Jean de Gaulle (Deux-Sèvres) et Marc Laffincur (Segré) demandent une audience au premier ministre.

Mardi 19 décembre 1989

Sauvegarde de la Bresse (5), déverse 30 000 litres de lisier de porc sur le terrain choisi par l'ANDRA pour effectuer ses forages. La route qui mène au site est barrée par plusieurs peupliers et cinq camions de laiterie. 300 gendarmes mobiles sont mobilisés. Les trois chambres consulaires qui regroupent des milliers d'entreprises de l'Ain mettent en garde les entreprises locales qui travailleraient avec l'ANDRA. Sauvegarde de la Bresse met toujours en avant «l'image de marque» économique de la Bresse qui risque d'être ternie par l'enfouissement de déchets nucléaires. Dans les Deux-Sèvres, la FDSEA qui «n'a pas à entrer dans le débat nucléaire» «soutient la population qui s'engage». Sur le site, six équipes tournent toutes les 24 heures depuis une semaine pour prévenir tout retour des militaires. En Anjou, la CADSA organise la solidarité avec la famille Thuet.

Mercredi 20 décembre 1989

Alors que «la Gâtine monte la garde», Max Alleau de GRANIT évoquant la situation en Anjou, déclare : « nous sommes des pacifiques. Mais il ne faudrait pas nous provoquer. Si cela devait dérapier, ce ne serait pas de notre fait (...) Nous espérons que ce ne sera pas le sang qui fera parler de nous à l'échelon national. (...) Les gens du site, s'ils sont piétinés, ne resteront pas sans rien faire. (...) Et cela risquerait d'aller plus loin qu'à Segré. Pour notre part nous ferons tout pour que les gens restent calmes». Un nouveau préfet des Deux-Sèvres est nommé : il s'agit de Bernard Coquet qui prendra ses fonctions jeudi. L'affineur intervient à l'Assemblée Nationale pendant trois minutes, et y dénonce «l'attitude provocatrice (du gouvernement) qui s'assimile à une véritable occupation militaire de la commune de Bourg d'Iré, ressentie sur place comme une agression qui entraîne des réactions de colère et de désespoir de plus en plus difficiles à maîtriser.»

Jeudi 21 décembre 1989

A la Gibaudière, deux cents manifestants affrontent les gendarmes mobiles qui ripostent à coup de grenades lacrymogènes. Des sacs de souffre sont enflammés autour du site pour enfumer les militaires. Hier, toutes les mairies du Segréen ont reçu une affiche éditée par la CADSA : «Déchets nucléaires = démocratie matraquée».

Pour la Fédération écologiste bretonne, «une fois de plus, l'effet Plogoff se met en route». Les gendarmes

mobiles qui avaient pris position face aux manifestants ayant barré la route de l'Ain se retirent, le préfet recevant la Sauvegarde de la Bresse, le lendemain.

Vendredi 22 décembre 1989

En Anjou, dans la nuit de jeudi à vendredi, un semi-remorque de l'entreprise Hervé qui travaille pour l'ANDRA est incendié dans une carrière exploitée par la société. Jacques Boyon (député de l'Ain), Jean Pépin (le sénateur-conseiller qui voulait «prendre la Bastille technocratique» en vendant des poulets à la Bourse du commerce de Paris) propose une trêve au préfet jusqu'au 4 janvier 1990 à condition que l'ANDRA ne reprenne pas ses travaux. La préfecture répond que les travaux ne reprendront pas tant que Fauroux n'aura pas reçu une délégation d'élus bressans. Les barrages sont donc levés en Bresse.

Samedi 23 décembre 1989

A Ancenis (Anjou), 350 personnes occupent pendant trois heures, un poste à péage de l'autoroute Nantes-Angers. Les automobilistes ne payent pas leur écot et des tracts d'information sont distribués. Les gendarmes présents se voient tenus à distance et les pneus de leur estafette sont dégonflés. Les automobilistes récalcitrants sont promptement ramenés à la raison par quelques «porteurs de bâtons». Une trêve est décidée à la Gibaudière à partir du soir 20h, jusqu'à mardi 8h.

Mardi 26 décembre 1989

Trois barrages sont mis en place autour de La Gibaudière par 200 opposants des communes alentour. Vers 6 heures du matin, au carrefour du Grand Ormeau, les opposants mettent en place un barrage constitué d'un immense amas de carcasses automobiles et de souches surmontées d'une pancarte «Danger, explosifs». Un autre barrage est mis en place à l'intersection du Grand Domaine. Une tranchée profonde d'un mètre est creusée à la pioche à 300 mètres de la Gibaudière; une dizaine de poteaux télégraphiques sont mis à terre à l'aide de tracteurs. Des arbres sont sciés et des pneus enflammés sur le pont qui enjambe la Verzée. Les militaires patrouilleront à bord d'engins tout-terrain et déferont les barrages. 19 organisations (CADSA, organisations agricoles, les Fédérations de chasseurs et pêcheurs du Maine-et-Loire, la CFDT, les associations familiales etc.) écrivent au secrétariat d'Etat à l'Environnement pour demander «dans le Segréen, comme dans les autres sites concernés par les projets de l'ANDRA, le départ des forces de l'ordre et l'arrêt des travaux.»

Mercredi 27 décembre 1989

Dans la nuit de mardi à mercredi, un deuxième camion de l'entreprise Hervé, un semi-remorque de 38 tonnes, est incendié.

Jeudi 28 décembre 1989

En Anjou, le blocus alimentaire contre les gardes mobiles s'organise. Dans les villages de la région de Segré les boulangers ainsi que les petits commerçants refusent déjà depuis quelque temps de servir les militaires. Sous la pression de deux cents manifestants, les directeurs des grandes surfaces de la région (Leclerc, Intermarché à Segré et Tummy à Noyant-la-Gravoyère) s'engagent à ne plus ravitailler les gendarmes mobiles. Dans ces trois supermarchés visités par les opposants, des affiches "Déchets nucléaires : la démocratie matraquée" sont apposées. Le Centre Leclerc qui aurait désobéi voit sa porte d'entrée bloquée par plusieurs tonnes de fumier.

Samedi 30 décembre 1989

«Conséquence des menaces et dégâts dont l'entreprise a fait l'objet», l'entreprise Hervé de Juigné-des-Moutiers (44), fournisseur de matériel de forage pour l'ANDRA, fait savoir qu'elle «a l'intention de retirer son matériel dans les plus brefs délais et qu'elle ne participera plus aux travaux éventuels sur le lieu-dit de la Gibaudière à Bourg d'Iré... sauf en cas de réquisition, ce qui risque d'arriver» (Communiqué à *Ouest-France* 30 décembre 1989). Le préfet réquisitionne les engins de l'entreprise Hervé.

Des manifestants bloquent la voie ferrée Angers-Le Mans, près d'Etriché.

En Gâtine, les barrages sont maintenus durant les fêtes de fin d'année.

Lundi 1er janvier 1990

Plus de 2000 personnes viennent signer à la Gibaudière le «livre d'or de la honte».

Jeudi 4 janvier 1990

Des dizaines de manifestants exigent, à partir de 16h00, le départ d'une pelleuse réquisitionnée de la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) destinée à effectuer des travaux de refecton du chemin d'accès au Château de Bellevue. Pendant plusieurs heures des négociations ont lieu entre un ingénieur de la DDE et les opposants dont le nombre grossit à Segré comme à la Gibaudière. Finalement, vers 22h30, un porte-char enlève la pelleuse pour la conduire à Angers. D'autre part, quatre engins nécessaires aux forages quittent la Gibaudière. Deux

d'entre eux appartenaient à l'entreprise Hervé. Les deux autres ont les portières maquillées afin d'empêcher toute identification de l'entrepreneur collaborateur. Les élus du segréen décident de boycotter les vœux du Préfet. Seul, Jean Sauvage, président du Conseil Général de Maine-et-Loire, accepte de s'y rendre : «par correction» dit-il.

Vendredi 5 janvier 1990

Trois cents élus de la région de Bourg d'Iré boycottent les vœux du Préfet Anciaux et se réunissent à la Gibaudière. Pendant ce temps, le Préfet s'adressait aux notables locaux (parmi lesquels se trouvait l'ensemble des parlementaires du Maine-et-Loire à l'exception du député de Segré, Laffineur) et dans un discours qui n'a sans doute pas fini de servir aux hommes de l'État, il dira : « Depuis 1976, cinq gouvernements français successifs ont fait le même choix (de l'industrie nucléaire). Le Parlement a approuvé cette politique à de nombreuses reprises et la dernière fois, le 12 décembre dernier. Il y a moins d'un mois... La démocratie est un privilège, mais c'est aussi une fleur fragile. Si des décisions prises régulièrement par le Parlement peuvent être mises en échec par une réaction locale, même unanime, même respectable, il n'y a plus de démocratie. Or depuis trois semaines, toutes sortes d'excès, toutes sortes d'exactions sont commis ici : barrages de routes, d'autoroute, de voies ferrées, contrôle irrégulier des véhicules sur la voie publique, abattage d'arbres et de poteaux téléphoniques, séquestration de personnes, pressions physiques sur les commerçants et les entreprises, incendie de véhicules.»

Sauvegarde de la Bresse creuse à l'aide d'un bulldozer une dizaine de tranchées sur la route conduisant au site de forage prévu, près de Saint-Jean-Sur-Reyssouze.

Samedi 6 janvier 1990

Trois cents opposants investissent un train à Angers pour se rendre à Paris, manifester et coller les affiches «Déchets nucléaires : Démocratie matraquée» sur les murs du Ministère de l'Industrie. Un voyage gratuit et sans encombre où les anti-déchets utilisent la sono du train et distribuent des tracts aux voyageurs. Pendant ce temps, la préfecture d'Angers avertit celle de Paris que «300 excités ou casseurs» arrivent par train à la gare Montparnasse. Lorsque le train arrive (composé d'hommes, femmes et enfants), un comité d'accueil composé de 250 CRS armés se trouve sur le quai. La préfecture de Paris décide : la «manifestation n'a pas été déclarée, elle est donc interdite». Les CRS remettent les manifestants dans trois TGV à destination d'Angers, aux frais de la

SNCF : il faut dire que pendant ce temps, deux cents personnes occupent la gare d'Angers. Au retour des trois cents manifestants, une manifestation spontanée de cinq cents personnes défile dans les rues d'Angers au cri de «Angers avec nous !».

Jeudi 11 janvier 1990

A Segré, 200 personnes affrontent dans la soirée les gendarmes mobiles qui escortent un convoi transportant du matériel de forage. L'opération ayant échoué et malgré des appels à la dispersion, les manifestants en colère se dirigent vers la sous-préfecture de Segré. Là des pavés, des boulons sont lancés contre la sous-préfecture et contre les gendarmes mobiles qui protègent le bâtiment. Quelques vitres sont brisées et des grenades lacrymogènes sont utilisées par les militaires. Le sous-préfet Dubois, très perspicace, voit dans cette manifestation qui se terminera vers minuit, la volonté d'entrer dans la sous-préfecture. Quant au préfet Anciaux, il stigmatise les opposants, «150 casseurs munis de frondes et de boulons». La CADSA appelle dans un communiqué à un rassemblement à Angers, le samedi 20 janvier.

Samedi 13 janvier 1990

Sauvegarde de la Bresse, dont les membres se relaient jour et nuit, a installé un bungalow permanent approvisionné en électricité (par EDF !), eau et téléphone. Le préfet de l'Ain a déclaré être surpris par une telle réaction mais il n'entendait pas réagir immédiatement. «Mais ce n'est pas pour autant que cette situation doit se prolonger» ajoute-t-il.

Lundi 15 janvier 1990

Dans un communiqué, la CADSA propose que toutes les activités sportives ou culturelles prévues le 20 janvier, soient reportées. La Fédération Départementale des Associations Familiales et Rurales (FDAFR) «refuse la poursuite des investigations entreprises en vue de la possible installation d'un laboratoire» et «invite les familles rurales du département à manifester leur solidarité vis-à-vis de celles des communes proches de Bourg d'Iré». Dans la région, 80 équipes de surveillance se relaient 24h sur 24h sur les axes autour de la Gibaudière. Selon un responsable de la CADSA, l'«objectif n'est pas de bloquer mais d'identifier.» D'autre part, la CADSA prévoit de constituer un service d'ordre important pour la manifestation du 20. «Nous voulons absolument rendre cette manifestation super-crédible» dit l'un de ses animateurs. Dans la matinée, une cinquantaine d'opposants ont tenté d'empêcher le passage de deux véhicules se rendant

sur le chantier de la Gibaudière. Les manifestants ont tenté d'arracher les caches posés sur les plaques d'immatriculation des engins mais l'arrivée des gendarmes mobiles les obligera à se replier.

Mercredi 17 janvier 1990

Dans un communiqué publié par Oucst-France, la CADSA propose une rencontre aux six élus polonais accueillis du 16 au 22 janvier en Anjou pour les familiariser avec «la vie locale démocratique». Selon la CADSA, une visite du site de la Gibaudière permettra aux polonais, «comme le souhaitent les promoteurs de ce séjour», de repartir «avec dans la tête une succession d'images qui pourront les aider à mettre sur pied leur propre démocratie!» De multiples associations appellent à la manifestation du 20 janvier : la Fédération Départementale des Associations Familiales Rurales, une association des donneurs de sang du segréen, l'Association des jardins familiaux... Toutes les mairies du segréen mettront à la disposition des habitants des cars pour se rendre à Angers le 20. Le comité du commerce de Segré propose à tous les artisans et commerçants de cesser le travail samedi après-midi. Protégé par 200 gardes mobiles, un convoi de cinq camions chargés de pierres destinées à l'empierrement du chemin reliant le château de Bellevue à la route, est attaqué par plusieurs dizaines de manifestants lors de son passage au Bourg d'Iré. Depuis le matin, des gendarmes mobiles occupaient la place du village pour prévenir toute riposte de la population. Elle ne se fera pas attendre : pierres et gourdins («certains bâtons avaient même des pointes au bout» notera un commandant de gendarmerie) contre gaz lacrymogènes et il y aura même des corps à corps entre manifestants et militaires. De nouveaux opposants arrivant sur place, il sera décidé de détourner la circulation (entre Segré et Candé) vers la Gibaudière afin que les automobilistes passent par Bourg d'Iré et le Château de Bellevue : «Nous avons voulu leur montrer ce qu'est une commune sous l'occupation» dira un opposant. Finalement, ce sont des bulldozers du Génie militaire d'Angers envoyés spécialement dix jours avant qui étaleront le gravier sur le chemin. Jusque tard dans la soirée d'importantes forces de gendarmerie quadrilleront la région et contrôleront l'identité des habitants. Jacques Amédéo, vétérinaire qui connaît bien les gens de la région déclarera : «Tout le monde en a ras-le-bol ici, des jeunes jusqu'aux mémés de 85 ans». Dans la soirée, le préfet Anciaux donne sa version des faits lors d'une conférence de presse : «Deux des escadrons de gendarmerie qui protègent le site sont logés au château de Bourg d'Iré. Le passage incessant

des véhicules a fini par dégrader les chemins d'accès et on a décidé de faire venir des camions de graviers pour les rempierrer. Deux convois de cinq véhicules escortés étaient prévus. Hier, en fin de matinée, un de ces convois a été attaqué à la sortie du Bourg d'Iré par une centaine de manifestants particulièrement agressifs. Un véhicule de gendarmerie a été isolé, attaqué aux pierres et aux billes d'acier. Des vêtements ont été volés et les gendarmes, qui ont eu douze blessés, ont dû se dégager aux grenades lacrymogènes. Je trouve énorme qu'il y ait eu de tels incidents à propos de transport de cailloux. Mais les faits se renouvellent : la semaine dernière c'était l'assaut de la sous-préfecture qui aurait été dévastée sans la présence d'un escadron. Voilà pourquoi je dis que les élus ne maîtrisent plus la situation.(...) on est entré dans un processus de violence où le respect des lois n'existe plus, où des casseurs sans foi ni loi se livrent en permanence à des exactions.» Mais, ajoutez-il «il n'y a aucun jour de retard dans le programme des travaux.» Le préfet, qui veut faire peur, annonce de plus que d'importantes forces policières («invisibles»!) seront mobilisées samedi pour prévenir tout débordement.

Jeudi 18 janvier 1990

Dans une lettre ouverte au préfet de Maine-et-Loire publiée par Ouest-France, l'association «Patrimoine et culture» de Pouancé communique : « accordons-nous le temps et les moyens de rechercher les solutions scientifiques qui éloigneront cette épée de Damoclès que nous refusons à suspendre au-dessous de l'avenir de nos descendants : l'enfouissement des déchets nucléaires». Dans la même édition du quotidien régional, L'Action catholique ouvrière (ACO), le Parti Socialiste, la CFDT appellent à manifester le 20 janvier à Angers. Jacques Amédéo, Jean-Yves Pavéc et Yannick Brousse (tous trois animateurs de la CADSA) rencontrent, en présence du préfet, le Ministre de l'Aménagement du Territoire Jacques Chérèque. Ils lui déclarent : «il ne faut pas que le dialogue soit rompu. Il faut trouver des solutions pour progresser, car la situation n'est tenable pour personne.» Le RPR rappelle dans l'édition du jour du Courrier de l'Ouest que «la France a clairement fait le choix de l'indépendance nucléaire (sic)» et n'entend pas «revenir sur cette position prise par le Général de Gaulle et confirmée par tous les gouvernements successifs, y compris socialistes», mais selon ce parti, il faut maintenant organiser un débat au parlement sur la question des déchets nucléaires.

Vendredi 19 janvier 1990

De nouvelles organisations appellent à la manifestation du lendemain : le PS, l'UDF, la LCR, la Confédération paysanne du Maine-et-Loire «toujours critique à l'égard du nucléaire», la coopérative d'alimentation biologique (CABA), Robin des Bois, Ouest-Vitalité, la Confédération Syndicale du cadre de Vie (CSCV), le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs (CDJA), l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), les Verts des pays de Loire, la Fédération des associations familiales et rurales, Anjou-Ecologie-Autogestion, Artisans du monde d'Angers, Chrétiens dans le monde rural, les CUMA (Coopératives Utilisant du Matériel Agricole), le maire et l'ensemble du conseil municipal d'Angers, la FDSEA ainsi que le président de la Chambre d'Agriculture. A l'exception du député de Segré, Marc Laffineur, l'ensemble des parlementaires du Maine-et-Loire (six députés et trois sénateurs) décident de ne pas participer à la manifestation. Ils ne feront connaître leur position qu'après la manifestation ! Le préfet, qui veut «jouer l'apaisement» à la veille de la manifestation déclare qu'«aucun document concernant la campagne de sondages et l'éventuel stockage de déchets radioactifs n'est couvert par le "secret défense". Il s'agit d'une procédure civile. Tous les documents seront à la disposition des élus (6). Dans cet esprit, le ministre de l'Industrie vient d'adresser le rapport Castaing (7) au conseil général. (...)» Le préfet rappelle la proposition faite par le gouvernement de créer une commission locale d'information présidée par le président du Conseil Général (Jean Sauvage) qui a accepté cette offre refusée par les autres élus. Le préfet insiste et veut créer une «commission d'experts, composée de véritables spécialistes». Enfin, «dans un souci d'apaisement», le préfet a annulé le convoi de camions qui devait se rendre à Bourg d'Iré ce jour.

Samedi 20 janvier 1990

Quinze mille personnes (beaucoup de jeunes sont présents) se retrouvent à Angers pour la plus grande manifestation que la ville ait connue depuis mai 1968. Cette manifestation marque l'extension de l'opposition à l'ensemble de l'Anjou. Des délégations des comités Anti-Poubelle de l'Aisne (CAPA) (8) et de Neuvy-Bouin (CIAD et GRANIT : 150 habitants des Deux-Sèvres) sont présents ainsi que des habitants de la Mayenne, de Sarthe, de Loire-Atlantique, de la Vendée, de la Manche et de la région parisienne.

Dans un discours précédant le départ de la manifestation, le maire de Bourg d'Iré, M. Bruneau dira, visiblement ému : «C'était une commune qui

vivait sans trop d'histoires, avec ses petites difficultés, jusqu'au 13 décembre. Et voilà que sur une ferme de 12 hectares, il existe aujourd'hui un camp retranché défendu par 400 gendarmes mobiles, entouré de tranchées, de grillages et de barbelés. (...) Les enfants ont maintenant peur de ces hommes armés et casqués qui sont là pour qu'un jour on enfouisse, dans les profondeurs des champs, des déchets porteurs de mort. Si vous êtes là, aujourd'hui c'est que vous avez compris l'inquiétude de cette région qui refuse de devenir un désert.» (Pendant cette intervention, on peut remarquer dans la foule une pancarte écrite en russe «Souviens toi de Tchernobyl»). Jean Yves Pavec, président de la CADSA prendra aussi la parole : «La première et la plus insupportable des violences, cela a été pour nous l'arrivée des forces de l'ordre et de leurs cohortes de camions. Cela ne justifie pas tous les débordements ; mais sachez que nous avons tout connu : le mensonge, la peur, la colère et les provocations les plus viles. Aujourd'hui nous manifestons pacifiquement pour exiger le départ des forces de l'ordre, l'arrêt des travaux, le départ de l'ANDRA et le refus d'un projet d'enfouissement irréversible.» Le conseiller général maire de Noyant-la-Gravoyère, M. Dupuis : «la démocratie est matraquée; vous êtes la démocratie». L'affineur appellera à l'union et à la solidarité de tout le département «sans récupération au profit de qui que ce soit». Et Didier Anger, ce député européen des Verts, en profitera pour donner une leçon aux manifestants, car lui, «militant historique écolo» qui a pu voir comment on nucléarise un pays, il connaît par cœur la lutte antinucléaire : «l'Etat nucléaire est un mur; à s'y cogner la tête on s'y fait mal et on ne le détruit pas quand on est isolé. Mais un mur peut s'effondrer quand on est des milliers à le contourner. C'est ce que vous faites vous, sur le terrain; nous au Parlement européen (sic). Il faut faire l'économie de la violence; arrêtons le programme, discutons, essayons de trouver les moins mauvaises solutions et décidons par référendum.» D'autre part, il faut noter une intervention très vive d'un délégué de Gâtine exprimant la très forte détermination des habitants de la région de Neuvy-Bouin. Parmi les banderoles présentes dans le cortège on notera «L'Anjou vivra sans déchets nucléaires» tenue par les élus se trouvant en tête du cortège, «Bourg d'Iré occupé», «Andra dehors», «non aux déchets nucléaires», «Adultes, protégez notre avenir», «réfléchir avant d'agir», «non aux déchets, oui à la vie», «oui au progrès, mais pas à n'importe quel prix», «non au nucléaire», «Mitterrand, la force tranquille...».

La manifestation se dissoudra vers 17h «sans incident».

Dimanche 21 janvier 1990

Cinq mille personnes se rendent sur le terrain occupé de la Gibaudière («certainement le lieu actuellement le plus visité du département»). Cette promenade dominicale et familiale est l'occasion de discussions : «On se révolte quand c'est toujours trop tard. Avant, je ne voyais pas l'ampleur des risques comme ça». Une retraitée vient là «pour ses petits enfants». Un restaurateur de Segré dit : «Les gens ont défilé dans le calme, mais ça n'enlève pas la rage de vaincre. Maintenant, soit les gendarmes mobiles partent, soit tout le monde leur rentre dedans». Une mère : «c'est curieux comme les chaînes télé publiques restent silencieuses sur l'événement» (*Ouest-France* 23-1-90).

Un millier de personnes manifestent à Montrevel-en-Bresse contre le projet de stockage.

Lundi 22 janvier 1990

Les 9 parlementaires angevins (Mme Bachelot, MM. Alphandery, Bégault, de Charette, Huchon, Ligot (9), Chupin, Grimault et Jolibois) qui avaient brillé jusque là par leur discrétion calculée affirment maintenant leur solidarité avec la population du ségréen et déclarent se mettre «à la disposition des parties en présence pour trouver une solution.»

Mardi 23 janvier 1990

Alors qu'un bulldozer travaille le matin sur le site de La Gibaudière, trois cents personnes se rassemblent et ne se dispersent que lorsque l'engin est arrêté. Vers 16h00 un camion d'une entreprise vendéenne, Ouest-Forage, «dont un engin a brûlé mystérieusement la semaine dernière» selon la CADSA, quitte le site de La Gibaudière escorté par des gendarmes mobiles. Dans l'après-midi le préfet Anciaux décide de suspendre les travaux jusqu'à ce qu'une rencontre entre les élus et l'Etat ait lieu. Toutefois quatre escadrons de gardes mobiles resteront cantonnés à Bourg d'Iré. Pour Jean-Yves Pavec (CADSA), «c'est un premier recul du préfet et des pouvoirs publics», il se prononce pour «la trêve des actions, mais la surveillance maintenue en attendant la rencontre avec le premier ministre. Il reste sur place trois engins qui ne travailleront pas. Serait-ce la première victoire de la démocratie ?»

Pierre Brana, secrétaire national du PS à l'environnement, «demande au gouvernement d'adopter des mesures rendant transitoire le stockage des déchets nucléaires» en prenant en compte les propositions du rapport Castaing.

Mercredi 24 janvier 1990

Le président du conseil général Sauvage et 9 parlementaires du Maine-et-Loire demandent une entrevue au premier ministre.

Vendredi 27 janvier 1990

Apprenant que Jean Sauvage et les 9 parlementaires du Maine-et-Loire devaient être reçus par Rocard le 7 février, la CADSA déclare qu'elle devrait être prioritairement reçue et s'interroge sur la capacité des élus nationaux à défendre les intérêts de la région. De plus, la CADSA déclare qu'elle ne saurait se satisfaire de la création d'une commission locale d'information ou d'un observatoire scientifique.

Dimanche 28 janvier 1990

Des milliers de personnes se retrouvent sur le site de la Gibaudière.

Mercrèdi 31 janvier 1990

La CADSA et les élus locaux seront aussi reçus à Matignon mais quelques jours après les parlementaires angevins, en principe le 13 février.

Jeudi 1 février 1990

L'évêque d'Angers vient signer à La Gibaudière «le livre d'or de la honte».

Dimanche 4 février 1990

Dix à douze mille personnes se rendent sur le site de la Gibaudière. Au nom de la «liberté emprisonnée», des rubans sont accrochés sur le grillage qui entoure le site de forage. Des affrontements sont évités de justesse (compte tenu de la présence de nombreux enfants), car une brèche de 50 mètres est réalisée dans le grillage.

Lundi 5 février 1990

Le rendez-vous entre le cabinet du premier ministre, la CADSA et les élus locaux du Segréen est avancé : la rencontre aura lieu le 9 février. La délégation sera composée de Jacques Amadéo, Yannick Brousse et Jean-Yves Pavec de la CADSA, et d'autre part de Roland Bruneau, maire de Bourg d'Iré, Daniel Dupuis conseiller général et maire de Noyant-la-Gravoyère, Antoine Glémain, maire de Segré, et Marc Laffineur, député.

Mardi 6 février 1990

Un comité de soutien à la CADSA est créé près d'Angers à La Membrolle-sur-Longuenée.

Mercredi 7 février 1990

Durant l'entrevue avec les élus parlementaires de l'Anjou, Rocard annonce sa volonté d'associer élus et

représentants des populations et décide qu'il consultera le Collège de la prévention des risques technologiques créé en novembre 1988. En fait, le premier ministre attend l'entrevue qu'il aura vendredi avec les élus locaux et la CADSA pour annoncer les décisions qu'il a prises.

Vendredi 9 février 1990

Le premier ministre qui reçoit lui-même les élus locaux du Segréen et la CADSA leur annonce l'arrêt des travaux sur les quatre sites ainsi que le départ des gendarmes mobiles des régions occupées. Après avoir tenu à indiquer aux délégués angevins qu'il ne pouvait être question de remettre en cause le programme électro-nucléaire français, il leur précise que de nouvelles études vont être menées pendant douze mois : «les réflexions devront être menées par des personnalités indépendantes aux compétences incontestées, en liaison avec les élus et les représentants de toutes les parties concernées». Quelques «sages» seront donc consultés comme ceux réunis dans le Collège de Prévention des risques technologiques dont font partie Raymond Castaing (10) et Jean-Paul Shapira du GSIEN, ainsi que dans l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques. Dans la soirée, des membres du CAPA se rendent sur le site où l'ANDRA fait ses recherches et constatent que les techniciens travaillent toujours. Le CAPA décide de porter plainte.

Samedi 10 février 1990

Sous le regard vigilant des opposants, l'ANDRA et les gendarmes mobiles commencent dès le matin à quitter la ferme de la Gibaudière.

En Gâtine, le CIAD et GRANIT comptent pour les douze mois à venir «délocaliser le débat : le nationaliser (...) c'est à dire discuter avec les technocrates, pour aboutir à l'abandon définitif du projet de stockage en profondeur». Pour Max Alleau de GRANIT «le gouvernement veut calmer le jeu, c'est bien... Mais l'on apprend que dans le massif granitique du Limousin, tombé en léthargie depuis deux ans, le CEA est en train de réactiver les deux sites d'Auriat et Silord (11). Nous réclamons l'étendue du moratoire de douze mois, à ces deux autres sites, qui aujourd'hui font l'objet de simulation d'enfouissement». Les associations anti-déchets des quatre sites doivent se réunir au mois de mars pour faire le point.

Mardi 13 février 1990

Dans un communiqué au quotidien de l'Aisne, l'Union, l'Andra explique ainsi la continuation de son activité vendredi après-midi : «Les premières opérations pratiquées (...) sur le site ont consisté à

tuber et à cimenter le forage en cours pour empêcher tout risque de communication entre les diverses nappes d'eau. Dans les semaines qui viennent, les installations de forage et les bâtiments vont être démontés et évacués.» Trois cents manifestants qui réclamaient l'extension du moratoire au site d'Auriat, où depuis dix ans, un forage de 1000 mètres permet de faire des recherches, notamment sur la circulation

des eaux à de grandes profondeurs, obtiennent que le CEA arrête ses travaux. Une forte délégation venue de Gâtine était venue prêter main forte à la population locale organisée dans l'Association pour la défense des Monts d'Auriat (ADEMAU).

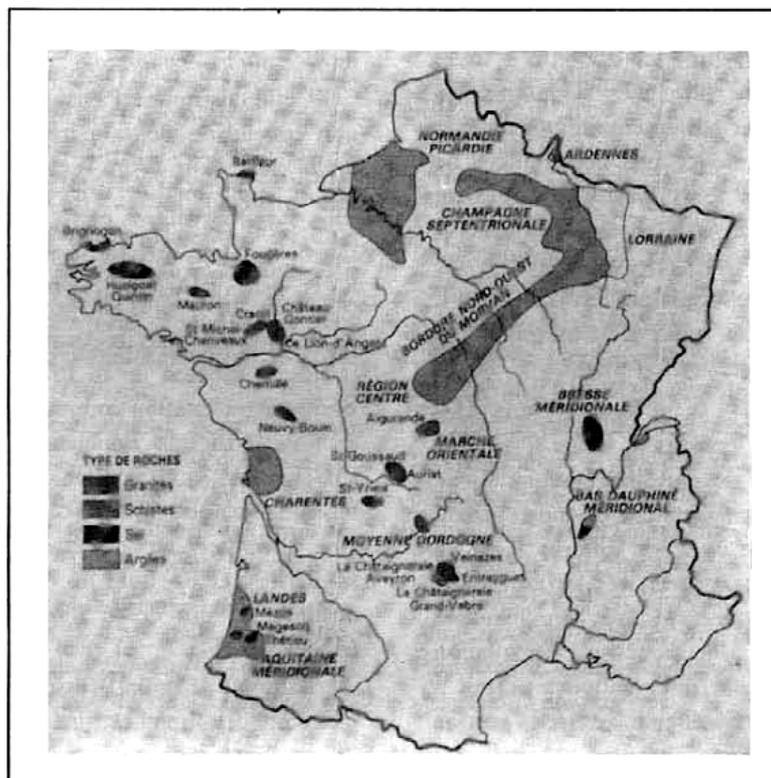
Paris, mars 1990.

Sources :

- Nouvelle République du Centre-Ouest (édition des Deux-Sèvres)
- Courrier de l'Ouest (Edition de l'Anjou)
- Ouest-France (édition Angers-Gré)
- Agence France Presse.

On peut également consulter *Chroniques des gens du Schiste* Edition Siloë.

- (1) "Les prémices aux propos de Robert Galley campent à merveille l'ambiance de la matinée : "Je suis heureux de la sérénité dans laquelle se déroule ce débat. J'ai encore en mémoire la foule hurlante de ces élus socialistes qui demandaient l'arrêt de tout le programme nucléaire. Vous ne pouvez imaginer quelle joie est la mienne d'assister ainsi à leur conversion tardive au nucléaire." Brice Lalonde tenta bien de reprendre l'avantage en précisant à Robert Galley : «Nous ne sommes pas convertis au nucléaire, nous y sommes contraints». Mais il était impossible de s'y méprendre, de Brice Lalonde à Roger Fauroux, des représentants du Parti communiste à ceux du RPR, tous se complimentaient de la maturité du problème nucléaire. Chacun applaudissait chacun (...)" (La Recherche n°218 février 1990)
- (2) CIAD (Comité Intercommunal d'Action et de Défense contre les Déchets), contact : BP 1 79240 Largeasse 49 65 36 60 ou 49 65 01 00.
GRANIT (Groupement Régional Antinucléaire d'Information Totale).
L'Ardivelle Chatillon/Pouet 79200 - Parthenay. GRANIT donne régulièrement des informations sur un répondeur : 49 63 54 02.
- (3) CIFODRA (Coordination contre l'enfouissement des déchets radioactifs). Pierre Gé - La Fionnière - Pougné Hérisson - 79130 Secondigny. Tél : 49 63 77 68.
- (4) CADSA, Coordination Anti-Déchets pour la sauvegarde de l'Anjou, Rue de la Roirie - 49500 Segré
- (5) Sauvegarde la Bresse, Mairie de Mantenay - 01560 - Saint Triviers de Courtes Tél : 74 52 51 72
CADENA BP 118 - 01003 Bourg en Bresse Tél : 74 30 17 69.
- (6) «On nous a pris pour de braves pequenots. Les premiers documents qui ont été piqués à l'ANDRA le prouvent bien : rien que des études sociologiques, pas du tout techniques sur la qualité du sous-sol» souligne un opposant (Libération 19-1-90)
- (7) Raymond Castaing est l'auteur d'un rapport paru en 1983. (Voir le bulletin du GSIEN, La Gazette Nucléaire n°62/63, 2 rue François Villon 91400 - ORSAY)
- (8) CAPA, Comité anti-poubelle nucléaire dans l'Aisne : c/o : P. Lecoq Montigny-la-Cour - 02150 Sissonne tél : 23 21 29 94
- (9) Cette crapule député-maire de Cholet avait en 1984 proposé la candidature de sa ville pour qu'elle accueille, dans sa zone industrielle les déchets radioactifs à vie courte. Ces derniers seront finalement stockés à Soullaines (Aube).
- (10) «Il n'y a pas urgence à faire des stockages, mais il y aura toujours des choses à mettre en profondeur» précise aujourd'hui Castaing (Libération 10/11 février 1990).
- (11) A Silord (Haute-Vienne), le CEA simule, dans un laboratoire souterrain, l'enfouissement de déchets vitrifiés.



Jusqu'à présent, il n'y avait que quatre sites d'enfouissement possibles pour les déchets radioactifs de haute activité. En fin psychologue, Bataille va jusqu'à 28, espérant bien, que plus il y en aura, plus facile il sera d'en imposer un. La géologie laisse la place à la sociologie, on ne sondera plus le terrain mais les cerveaux.

Histoire de volaille

L'image et la vie

L'isolement sur le terrain antinucléaire et l'absence de point de vue universel qui en découle, créent une situation qui se manifeste de diverses manières dans l'activité des organisations sur les sites. La détermination des populations permet une concentration sur ce point précis du refus et autorise l'organisation d'une lutte défensive à même d'amener l'Etat à reculer. Mais en même temps, elle se heurte aux difficultés liées au dépassement de toute lutte locale et particulière. Par leur manière de chercher à prendre l'initiative pour poser le débat nationalement, les organisations sur les sites ont eu tendance à se placer sur le terrain de ceux qui produisent les déchets et qui leur ont imposé totalitairement leurs décisions. Ainsi la coordination nationale des différents sites, la CIFODRA, a adressé une pétition à l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle de 1988 comme si le président, une fois choisi, ne prendrait pas envers et contre tous la défense des intérêts de l'Etat, cet Etat qui a justement besoin de se débarrasser de la question des déchets pour pouvoir perpétuer sa politique nucléariste. C'est avec la même naïveté que, sur tous les sites, on a voulu acquérir une crédibilité et une légitimité en recherchant le soutien des parlementaires (sénateurs et députés), comme si ceux-ci, mis en demeure de défendre les positions de leurs électeurs, pouvaient oublier les nécessités de l'organisation sociale à laquelle ils participent : l'expérience a montré qu'une majorité d'entre eux, après avoir accepté de soutenir la lutte, cherchait ensuite à lui faire accepter les exigences de l'Etat, sous une autre forme.

Pour Sauvegarde de la Bresse - une des organisations qui s'est constituée dans l'Ain au printemps 1987 et y est devenue hégémonique - le soutien des élus locaux a également été un tournant décisif, mais il a pris une direction différente car en même temps que ces élus sont arrivés les industriels du poulet, du Bleu de Bresse et autres marchandises locales bénéficiant de la fameuse Appellation d'Origine Contrôlée. Si leur intervention a permis à cette association de sortir du dilemme entre la gestion et un refus pur et simple, propre à toutes les organisations sur les sites, c'est en faisant du refus la simple expression d'un lobby particulier. Ainsi disparaissait ce qui était commun à toutes les organisations de luttes sur les sites, remplacé par

l'affirmation de l'image économique spécifique à la région.

Pour maintenir l'image d'une région propre, Sauvegarde de la Bresse s'est abstenue de coller des affiches et a même interdit à un autre groupe anti-déchets d'en placarder sur place; Sauvegarde de la Bresse a d'emblée décidé de limiter son rejet aux déchets et, comme pour n'importe quelle entreprise, des concepteurs publicitaires lui ont créé son propre logo. Prioritairement, Sauvegarde de la Bresse a cherché à développer des liens avec les collectivités locales. Tout cela pouvait alors apparaître comme une originalité des Bressans, compatible avec ce qui se faisait ailleurs puisque, sur un certain nombre de points essentiels, ils ne se différenciaient pas des autres organisations. Toutes ont recherché les liens avec les collectivités locales et quelques-unes ont limité le rejet aux déchets. Mais, avec la descente des Bressans à Paris à l'automne 1988, ces divers aspects se sont cristallisés et ont mis en évidence le fait que Sauvegarde de la Bresse voulait saisir l'opportunité de cette *affaire de déchets nucléaires* pour en faire une *juteuse affaire économique*.

Cette descente à Paris avait été annoncée comme une conclusion de la période d'agitation qui avait donné lieu dans l'Ain, à des manifestations et à la mise à sac des locaux de l'ANDRA. Les journalistes plus ou moins ignorants des travestissements que prenaient là la défense de l'écologie, annoncèrent à cette occasion toutes sortes de choses contradictoires. Ils ne savaient pas s'ils devaient parler d'une descente ou d'une montée de la Province à Paris, ou d'une simple manifestation commerciale. Le sénateur-maire de Saint-Nizier le Boucheau, Pépin, trouvant là un rôle lyrique, s'enflammait et parlait de prendre «la bastille technocratique» : on allait voir ce qu'on allait voir. On a vu. Ceux qui étaient venus témoigner leur solidarité aux Bressans ne virent qu'une foire de luxe destinée à faire de la retape pour la marchandise locale.

Sauvegarde de la Bresse est devenue un véritable office publicitaire et touristique, servant aussi de club de rencontres pour les petits industriels aux dents longues. Quatre d'entre eux - qui s'étaient rencontrés dans cette association - ont décidé, par exemple, de se regrouper pour monter une chaîne de supermarchés en Pologne. Sauvegarde de la Bresse a fait le

maximum de publicité à cette initiative qui témoignait de ses potentialités.

Sauvegarde de la Bresse était maintenant sur un terrain où elle n'avait plus rien à faire avec le refus du nucléaire et elle n'avait plus à se soucier de l'isolement. Elle n'avait alors plus aucun besoin de tirer les conséquences d'un refus déterminé. Sa défense de la région fondée sur un point de vue marchand la plaçait sur un plan différent de celui des autres organisations : la solidarité avec les autres sites était devenue superflue (contrairement aux autres sites Sauvegarde de la Bresse ne s'est pas déplacée par exemple à la manifestation d'Angers le 20 janvier 1990). La démarche laissait donc à l'Etat le loisir de choisir n'importe quel autre site pourvu qu'il ne touche pas à une zone d'Appellation Contrôlée (la leur évidemment). Notons ici que ces gens ont si peu de dignité qu'ils ont par l'intermédiaire de leur député, Jacques Boyon, (une pourriture qui s'y connaît en nucléaire puisqu'il fut secrétaire d'Etat à la défense) de faire adopter par le Parlement une loi qui aurait protégé leur seule région (Voir *Lyon-Libération* du 23-11-88). Ils n'ont pas obtenu ce qui aurait pu être leur loi mais ils ont par là même entériné la vision totalitaire de l'Etat selon laquelle le refus des déchets n'est rien d'autre que l'expression d'intérêts particuliers.

On pourrait s'étonner de l'adhésion de Sauvegarde de la Bresse à la coordination européenne contre les déchets, mise en place par les Verts à Neuvy-Bouin en septembre 1990. Mais Sauvegarde de la Bresse, défendant ses volailles, ne met pas tous ses oeufs dans le même panier. En effet, ce conflit qui ne se développe pas en fonction de sa propre logique mais en fonction de celle de la société existante joue aussi sur les apparences : l'abstraction de son refus des déchets sur fond de pseudo-réalisme économique s'intègre parfaitement dans celle de la défense de l'écologie par les Verts qui font preuve, à un autre niveau, du même genre de réalisme.

Le comble a été atteint quand, pour dialoguer avec Bataille, Sauvegarde de la Bresse a délégué deux vénérables élus (un MRG et un UDF). Ceux-ci, empêtrés dans leur «refus» et leur compréhension des nécessités étatiques, ont lamentablement expliqué qu'un site d'enfouissement chez eux ôterait tout contenu, si ce n'est plus, à leur belle Appellation Contrôlée : «c'est une atteinte en terme d'image et non pas une atteinte en terme de réalité physique» a

dit l'un alors que l'autre renchérisait : «le seul risque pour nous c'est celui de l'image» (*Rapport Bataille* p120 et 122). Nous conseillons à ces deux conseillers qui se payent d'images, de se rendre du côté de ce qui fut la région de Tchernobyl : ils y verront ce qu'elle est devenue à jamais, un monstrueux déchet instable et irradiant l'ensemble de la planète.

En fait ces deux complices ont finalement montré au cours de cette audition que si l'Etat pouvait leur donner des garanties... il n'y aurait plus de problèmes. Bataille a très bien compris la chose puisqu'il a répliqué que leur apparent refus des déchets nucléaires s'accommodait très mal de leur acceptation de deux centrales proches, Bugey et Creys-Malville, ainsi que d'un centre de recherche nucléaire à leur porte, le CERN de Genève. Lors de la présentation de son rapport à la presse, Bataille en a tiré les conclusions : alors que les sites de Segré et de Neuvy Bouin devraient être définitivement abandonnés dans les projets d'enfouissement, la Bresse reste en lice pour le choix définitif.

Face à la dégradation de nos conditions de vie, une telle myopie intéressée ne peut entraîner que la consternation puisqu'ici rien ne s'oppose à cette dégradation. Mais cependant, la société actuelle qui réussit à produire des hommes incapables de parler de leurs intérêts autres qu'économiques n'a pas totalement triomphé, car il en existe d'autres capables de se mêler de leurs affaires *sans se laisser acheter* et qui ne veulent pas être les esclaves d'un monde où l'image tient lieu de réalité.

Ainsi le 8 décembre 1990, sans attendre la publication du *Rapport Bataille*, 300 personnes ont eux-même conclu la période du moratoire en manifestant sur le site du «Petit Vaux» près d'Auriat (Creuse). Les manifestants ont rebouché tranquillement à l'aide de béton armé, de barres de fer et de morceaux de bois un site de forage où le CEA (via l'ISPN) mène depuis environ dix ans des recherches sur l'évolution de déchets vitrifiés issus du retraitement. Avant de quitter les lieux, ils ont laissé en évidence deux textes : l'un «à l'intention de ceux qui ne savent pas lire» était l'article «société nucléaire», contribution du scientifique Roger Belbeoch à l'*Encyclopédie philosophique universelle* récemment publiée au PUF (voir ci-après), le deuxième, une proclamation claire et nette que nous reproduisons ici :

La proclamation d'Auriat du 8 décembre 1990

Attendu :

- que nous considérons l'enfouissement des déchets radioactifs comme une solution irresponsable qui ne garantit aucune sécurité à long terme;

- que le moratoire d'un an que nous avons obtenu le 16-02-90 n'a pas été utilisé à réfléchir à d'autres solutions que l'enfouissement pour éliminer ces déchets;

Attendu :

- que cette solution ainsi imposée aux populations présentes et à venir est antidémocratique;

Nous refusons que notre sous-sol devienne le dépotoir d'une industrie que l'on nous a imposée.

Nous ne faisons plus confiance au gouvernement et à ses services.

Et nous décidons de reprendre en main l'avenir de notre sous-sol.

(...)L'angoisse, la peur, les principes élémentaires de la moralité sous leurs diverses formes d'expression sont systématiquement dévalorisés. Il s'agit pour les experts d'attitudes irrationnelles primitives tout à fait incongrues dans notre vie moderne. Mais si « toute culture est une culture de la vie, au double sens où la vie constitue à la fois le sujet de cette culture et son objet. » (M. Henry *La barbarie*), ces attitudes sont loin d'être dénuées d'un sens raisonnable. Le couple rationnel/irrationnel est ainsi totalement inversé. Il en est de même du couple objectif/subjectif. Le rationnel et l'objectif, pour les experts qui se chargent de notre protection ne sont finalement qu'une manipulation abstraite de concepts abstraitement détachés des objets qu'ils sont censés représenter et surtout absolument étrangers à la vie, à notre vie. Adorno a bien décrit l'attitude de ces experts dans leur démarche rationnelle « : Et ce qu'ils nomment "subjectif", c'est ce qui déjoue les apparences, qui s'engage dans une expérience spécifique de la chose, se débarrasse des idées reçues la concernant et préfère la relation à l'objet lui-même au lieu de s'en tenir à l'avis de la majorité, de ceux qui ne regardent même pas et à fortiori ne pensent pas le dit objet : en somme l'objectif (*Minima Moralia*). » (...)

(...) On pouvait penser autrefois que des expériences utopiques étaient réalisables et certaines ont d'ailleurs été tentées à petite échelle. Avec la société nucléaire l'utopie perd tout sens. Quelle que soit la famille spirituelle à laquelle on appartienne, libertaire anti-répressive, libérale ou autoritaire, nous exigerons le renforcement indéfini de la répression, l'accroissement continu des contrôles à tous les stades de la production, pour le recrutement des employés, pour la compétence des dirigeants techniques et des fonctionnaires chargés de ces contrôles, le renforcement des contrôles dans les usines de production de tous les matériels entrant dans la composition des installations nucléaires. Si la population venait à prendre au sérieux les déclarations officielles sur la gestion des risques elle devrait imposer un système plus contraignant voire répressif vis à vis des gestionnaires. Les coûts d'exploitation augmenteraient considérablement et la direction techno-bureaucratique n'aurait pas la stabilité et la permanence qu'elle connaît actuellement. Quant aux employés il devient évident qu'ils doivent assumer leurs tâches quelles que soient les conditions et la grève revendicative sous la forme que nous connaissons sera remise au placard des antiquités. Au cas où une installation serait en détresse la population doit être assurée que tout le monde restera à son poste pour « gérer » en rapproché la catastrophe. La militarisation des entreprises est une nécessité sociale. La voie vers un Etat autoritaire voire totalitaire devient une nécessité « naturelle » et non plus le résultat d'un choix de la population ou de la prise de pouvoir d'une minorité.

La dynamique de la société nucléaire est redoutable par sa logique extrême. Les antinucléaires et plus généralement le mouvement écologiste en ne réclamant que des contrôles plus stricts et une réglementation plus contraignante participent à cette dynamique indépendamment des valeurs nouvelles qu'ils voudraient développer dans la société. C'est ce que dans les années 70 le mouvement *Survivre et Vivre* avait pressenti en expliquant ce que pouvait être l'*écofascisme*. (...)

 Société Nucléaire, Roger Belbeoch

Rapport sur la fête de Neuvy-Bouin

Le 2 septembre 1990

Les moissons du rocher... inébranlable

Par milliers ils sont revenus accomplir leur pèlerinage. Une fois l'an les anti-déchets convergent vers Largeasse, sanctuaire de l'opposition à ces diables de nucléocrates.

C'est le plus important pèlerinage de l'année. Par milliers on y vient depuis trois ans accomplir un rite immuable. L'espace d'un dimanche, le site du Rocher-Branlant devient le centre de convergence de tout ce que la grande région compte de fidèles aux idéaux antidéchets. Authentique sanctuaire à ciel ouvert, il accueille tous les processionnaires que les diables de nucléocrates n'ont pas su convertir. Pour la petite histoire on retiendra que la roche branle véritablement. Et quelques innocents, peut-être séduits par quelques pouvoirs surnaturels, viennent apposer leurs mains sur le gros caillou. Quant aux gens du pays, ils viennent se ressourcer à d'autres réalités. Car comme une église, la fête

des antidéchets du Rocher-Branlant, a ses théoriciens, ses fidèles et ses hérétiques. Car on y croise des écolos pur sucre que la simple idée atomique fait virer caramel, et puis des hérétiques, ceux pour qui le combat antidéchets n'est pas la guéguerre antinucléaire. C'est dans l'air du temps, cette année, les organisateurs avaient misé sur l'alternative au nucléaire. Avec toutes les calamités qui pleuvent sur nos têtes ces derniers mois, de la guerre du Golfe à la sécheresse, c'était tout indiqué. Au premier rang des énergies renouvelables, la filière du bois, dotée de nombreuses potentialités dans la région. Et puis aussi les énergies solaires, éoliennes, hydrauliques... L'Europe, c'est aussi dans l'air du temps. Et l'espace d'une journée, le Rocher Branlant est devenu la première plate-forme «internationale» des antidéchets. Par délégation, on y est venu, d'Espagne, Suisse, RFA, Belgique et Ecosse. Comme

dans tous les sommets européens, devinez d'où est venu le hic ? Des british qui réussissent le tour de force de concilier antidéchets et pronucléaires (lire ci-dessous). La motion commune n'aura donc pas recueilli le consensus.

Enfin, comme dans tous les rites païens, on a procédé à un sacrifice. C'était le ciou de la fête, à faire vibrer les anciens, et réfléchir les plus jeunes. Articulée par une vieille loco, une antique batteuse avait repris du service pour dégueuler le blé semé et récolté à Traves, sur les terres louées par le diable d'Andra. Tout un symbole. Une fois encore, la levée en masse a bien eu lieu. Pour que le réveil, sait-on jamais, ne soit pas trop difficile.

Jean ROUZIES

*Nouvelle république du centre ouest
03-09-90.*

Et surtout ne m'appellez pas Maguy...

En Allemagne, ils les appellent affectueusement «atummafia». En français dans le texte, les «nucléocrates» ne sont que des «menteurs professionnels». Et dans ce contexte, face à «l'internationalisation de la filière nucléaire», le troisième rendez-vous des antidéchets du Rocher-Branlant a été le théâtre de la première rencontre européenne des pays confrontés à ce problème. En plus des représentants des autres sites français (Segré dans le Maine-et-Loire, Saint-Julien-de-Reyssouze dans l'Ain et Moncornet dans l'Aisne), on y est venu de Belgique, Espagne, R.F.A., Suisse et Ecosse. L'occasion de

s'informer mutuellement, d'établir des relations et de jeter les bases d'un embryon de coordination internationale. Et comme toutes les rencontres au sommet, dans un style diplomatiquement tortueux, les parties prenantes délivrent un message commun urbi et orbi. Sans détour, les antidéchets européens «réaffirment leur opposition aux projets d'enfouissement», «leur solidarité réciproque et leur soutien à tous les autres sites». Ils constatent «qu'aucun pays n'a pris de position définitive» quant aux déchets, mais que la méthode ne change pas, «propagande, chantage, argent, force». Par ailleurs, ils soulignent

que «le choix final repose plus sur des critères socio-politiques que scientifiques» et «qu'il n'existe aucune solution acceptable, tant sur le plan moral que technique et scientifique». Enfin, ils demandent «le maintien en l'état des combustibles usés sur les lieux de production avec une possibilité de contrôle et d'intervention» ainsi que «la mise en place d'un véritable programme de recherche de neutralisation des déchets et une prise en compte des transports».

Les différentes rencontres qui ont ponctué cette journée européenne ont

évidemment porté sur l'avenir du nucléaire. Et si pour la majorité des participants «le meilleur moyen d'arrêter le stockage, c'est d'arrêter l'activité nucléaire», la représentante du Royaume Uni, Lindsay Stevenson, a mis un bémol. Le mouvement qu'elle représente, le

SAND, comprend non seulement des antidéchets, mais aussi des pro-nucléaires, dont de nombreux ouvriers des centrales nucléaires. Dans ces conditions, regrettant presque de passer pour une nouvelle «Maguy Thatcher», la déléguée écossaise a amené chacun à

penser qu'«il sera sans doute nécessaire d'envisager un arrêt progressif des différents programmes nucléaires».

Nouvelle république du centre ouest
03-09-90.

Le lecteur de ce qui précède aura aisément reconnu le don de la gent journalistique pour l'à-peu-près, le verbiage confus, le brouillage intéressé. Aussi est-il nécessaire de décrire ce qui a réellement eu lieu afin d'en tirer les conséquences qui s'imposent.

De fait, on avait organisé une sorte de fête de village, familiale et bon enfant, où le projet de refus collectif des déchets nucléaires, après avoir représenté une réelle communauté de lutte, n'était plus qu'un prétexte. Contrairement aux années précédentes où il s'était agi de rencontres entre des acteurs du mouvement antinucléaire, on avait cette fois-ci décidé d'un thème unique : les sites d'enfouissement, limitant ainsi l'expression (seulement quatre stands d'information pour la France, un par site; l'un d'entre eux servait aussi de point de contact pour deux représentants étrangers). Les «débat» étaient courts et semi-confidentiels. De surcroît, comme nous le verrons plus loin, ils n'étaient là que pour la forme. L'endroit était parsemé de divers stands culturels et promotionnels : informations sur la région et son tourisme à préserver, vidéos sur les énergies «alternatives», démonstration de la rentabilité de la «filiale bois», etc. Ce qui se présentait comme les prémisses d'un dépassement du nucléaire n'était plus rien d'autre que la présentation d'une alternative marchande, d'une sorte de petit capitalisme parallèle et propre.

Une réunion baptisée table ronde, en référence à la période vivante et active de la lutte, tenait lieu de débats. Ce fut tout autre chose qu'un lieu de discussions et de libre confrontation de points de vue. Lors de cette «table ronde» consacrant la dépossession momentanée du contrôle plein et entier de la lutte, on a vu les problèmes du combat à l'échelle de la société passer sous la coupe du parti Vert. Elle avait pris pour modèle celui de la conférence télévisuelle où l'on assiste à une fastidieuse enfilade de monologues. Les intervenants se sont ainsi pliés à la loi du genre avec, de plus, l'impératif de la brièveté car, selon les organisateurs, - ils n'ont pas manqué une occasion de le rabâcher - le temps était compté. L'ensemble a à peine duré une heure, pour des décisions qui prétendaient engager

l'avenir de la lutte. La convivialité consensuelle n'a rien trouvé à y redire. Notons ici ce que cette insistance à hâter le mouvement pour escamoter la réflexion et faire accepter à la hâte des décisions déjà prises traduit comme expérience de la manipulation et comme craintes des conséquences pratiques du débat réel. Les leçons de certaines réunions au cours desquelles des Verts ont eu à s'expliquer devant une assemblée n'ont pas été perdues pour tout le monde...

Tour à tour donc - et rapidement - les délégués de cinq sites (les quatre français et un suisse) ont présenté leur rapport sur l'état de la situation chez eux. Après quoi la place était dégagée pour les politiques qui, l'un après l'autre, nous ont endormis avec la rhétorique habituelle des gens de leur espèce. Pour résumer simplement, on nous a fait comprendre que le mouvement antinucléaire ne peut plus exister pour lui-même : il doit maintenant renforcer la crédibilité nécessaire aux politiciens écologistes. Autrement dit, il faudrait que la collectivité de lutte devienne masse, troupe pour le parti Vert et ses marchandages au Parlement Européen entre autres («Pour que nous puissions intervenir auprès de nos collègues, il faut que vous restiez mobilisés» disait en substance le récupérateur Didier Anger). Pour terminer, miracle du consensus, un papier «passa sous le nez» (sic) de Didier Anger. C'était la première version du communiqué publié par la presse, préparé bien évidemment avant cette soporifique réunion et asséné en conclusion d'un débat totalement inexistant. La première version commençait par «Les représentants des pays suivants : France, RFA, Belgique, etc.». Ces dignes représentants se sont ensuite rendus compte que cette phrase impliquait de préciser qui ils représentaient et pour quoi faire, aussi ont-ils préféré la retirer de la version écrite et publiée.

«Le manque de temps» n'en permettant qu'une, et encore... on permit à l'assemblée une petite question. Après quoi, comme il fallait un peu de pompe pour parachever la mise en scène, on leva la séance et les politiques s'en allèrent sur la grande scène délivrer un court message appelant la populace à se mobiliser, *derrière eux*, et relire leur communiqué. Ensuite, il n'y avait plus rien à dire, la fête du dimanche pouvait reprendre.

Omelette à la lyonnaise

Du 24 au 28 septembre 1990 se tenait à Lyon un congrès nucléariste, ENC 90 (European Nuclear Congress), où quelques 1 500 nucléocrates de tous pays se réunissaient pour s'échanger leur camelote et tenir leur grand'messe. La précédente avait eu lieu à Genève en l'an 1986 - triste époque d'atomes baladeurs - où une vigoureuse opposition les avaient incités à choisir un lieu plus propice; ce fut la capitale des Gaules, située dans cette vallée du Rhône, jadis radieuse, aujourd'hui irradiante. Leur prêche pourrait se résumer ainsi : il faut relancer le nucléaire, et pour cela transformer l'opinion publique : « ENC 90 mettra en relief la réussite du nucléaire qui est désormais fin prêt pour cette contribution à la défense de l'environnement qu'est la couverture des besoins énergétiques-mondiaux. (...) Tous les efforts seront faits pour transmettre le message de ENC 90 au public mondial via les médias. En venant à ENC 90 vous contribuerez à la renaissance de l'énergie nucléaire.» annonçait le texte d'invitation aux futurs participants à ce congrès.»

Une vingtaine d'organisations s'étaient regroupées, sous la férule des Verts (qui continuaient la politique ébauchée à Neuvy-Bouin), en un collectif, «*Tournons la page*», pour affirmer leur «indignation» de la tenue de ce colloque à Lyon. L'expression de leur indignation s'est montrée à la hauteur de leur grand projet ; «Aujourd'hui, on peut, grâce aux technologies les plus récentes, se passer sans problème du nucléaire dans les dix ans, à condition de faire preuve d'une réelle volonté politique de construire un avenir «soutenable»(1).»

Outre la tenue de conférences-débats publiques, agrémentées de projections de films sur Tchernobyl (par ailleurs intéressants), et de quelques actions d'éclat, telle celle de se coucher aux pieds des nucléaristes pour leur barrer symboliquement l'entrée du congrès, ce collectif appelait - sans grande conviction mais néanmoins avec l'ambition d'être à la une des médias - à une manifestation carnavalesque qui réunissait environ 300 personnes, dont une poignée de Verts et beaucoup de flicaille. La seule victime fut un écolocrate élu, qui est allé à la rencontre d'une matraque. (Peut-être aura-t-il enfin perçu l'essence première de la société nucléarisée !).

En fait, une grande partie des manifestants avait répondu à l'appel d'un tract, *Enfer et damnation*, du collectif «*Court-circuitons*», qui exprimait une volonté de révolte plus sincère.

Suite à cette manifestation du 22 septembre 1990, plusieurs individus se sont regroupés pour exprimer leur colère, ne pas laisser totalement impunis les agissements mortifères des nucléocrates, et montrer par là-même qu'il était possible de réagir. Plusieurs actions furent donc entreprises cette semaine-là.

C'est ainsi que les congressistes et leurs familles eurent à subir quelques jets d'oeufs plus ou moins frais lors de leur visite en quelques lieux touristiques de Lyon, et même, ô profanation ! en la cathédrale de Fourvière. Si la presse nationale a ignoré ces agissements, la presse régionale (*Le Progrès* du 25-09-90), a rapporté le fait en quelques lignes. Le journaliste, qui aurait mérité quelques douceurs du même genre, commence ainsi sa narration de la chose : «Enfin un autre groupe antinucléaire a eu

ENFER ET DAMNATION !

Chassé de Genève par une poignée d'Helvéties survoltés, le congrès des nucléocrates se réfugie cette année dans la paisible (?) ville de Lyon. Du lundi 24 au vendredi 28 septembre experts et techniciens, grands maîtres de la connaissance servile, éduqués, logés, nourris, grassement payés par l'état central français et ses partenaires industriels rencontreront leurs homologues étrangers, débattront, visiteront la ville et dégusteront la savoureuse cuisine lyonnaise.

**NOUS NE POUVONS PAS L'ACCEPTER !
LEVONS-NOUS, OTAGES DE L'ATOME !**

Les Vert(s), qui, depuis quelques années, préparent avec application la gestion des futures catastrophes ont concocté un contre-colloque où leurs contre-experts contreront les experts, ainsi qu'une manifestation d'une distance de 850 mètres maximum.

Pour nous qui ne sommes pas experts mais qui sommes pourtant contre, nos motivations vont plus loin que la peur: le lobby nucléaire, au travers de ses composantes (flûcs-état-capitalisme) joue avec nos vies et les contrôle en toute quiétude. Les retombées profitent à tout le monde; elles se comptent en dollars pour les industriels, en augmentation de pouvoir pour les dirigeants et en becquet pour la population.

Comme le disent eux-mêmes les nucléocrates: "Lyon est située au coeur de la région européenne la plus nucléarisée, ainsi le congrès aura lieu dans l'environnement le plus sympathique".

Rendons cet environnement encore plus sympathique en sabotant tous ensemble cette grande messe nucléocrate par tous les moyens possibles (y compris légaux).

PARCE QU'IL N'Y A PAS DE RAISON QUE NOUS SOYONS LES SEULS EMMERDES.

La manif sera l'introduction à une semaine que nous espérons bien chargée.

Manif le samedi 22 septembre à 13 h 30 Place des Terreaux
Colloque nucléocrate du 24 au 28 septembre à Eurospn

une façon très particulière, lui, de pratiquer la démocratie,...» Si ce pisse-ligne évoquait la démocratie, c'est parce qu'un peu auparavant, il citait sans commentaire Charles Millon (Président de la région) : «Votre succès (celui des nucléaristes) sera, bien au-delà de celui de la science, celui de la démocratie.» Quel joli retournement des choses : la seule démocratie qu'a toujours pratiquée le nucléaire a été celle de la matraque et de la terreur (Hiroshima et Nagasaki sont-elles déjà tombées dans l'oubli ?). Le nucléaire «civil» - l'atome pacifique ! - ayant toujours frayed avec le militaire, la loi d'or était celle du secret et du silence ; Kychtym, Windscale/Sellafield, vous disiez démocratique ? (Cf *Chronique de la transparence* p 33). En revanche, Three Mile Island et Tchernobyl ont été très démocratiques : de la radioactivité, il y en a eu pour tous.

Pour en revenir à nos oeufs, nous pensons effectivement que ceux-ci, en éclaboussant les tronches et les beaux costumes trois-pièces-cravate des nucléocrates, sont plus démocratiques qu'une société nucléarisée. Ce que viennent confirmer, indirectement, les propos de Rémy Carle (directeur général adjoint d'EDF) : «Le recours au nucléaire est plus qu'un enjeu technique, c'est un enjeu de société (*Le Progrès* du 29-09-90). Propos qui nous confortent, s'il en était besoin, dans nos opinions d'antinucléaires têtus sur la futilité des débats experts/contre experts, ainsi que sur le fait que la critique du nucléaire ne se sépare pas de la critique de la société qui l'engendre (2).

Quelques jours plus tard d'autres «sévices» étaient commis à l'encontre de nos congressistes. Un autobus qui emmenait quelques-unes de ces canailles vers Eurexpo, où elles se réunissaient, était arrêté sur le trajet et barbouillé de peinture et de slogans antinucléaires exprimant entre autres le désir qu'elles aillent se faire voir ailleurs. Il va sans dire que la presse n'a pas soufflé mot de ce joli exploit «d'attaque de la diligence», tout modeste qu'il ait été, l'exemple pouvant être contagieux.

Mais nos gais lurons ne s'arrêtèrent pas là. Devenus, l'espace d'une matinée, faux agents EDF, ils placardèrent dans toutes les entrées d'immeubles du 6ème arrondissement de Lyon - quartier huppé - un faux programme de sécurité d'EDF, «visant à faire de Lyon une ville pilote en matière de sécurité liée à la production d'énergie nucléaire», sous la forme de recensement, afin de «cerner les besoins de la population, relatifs aux abris anti-atomiques.» *Lyon-Libération* du 27-09-90 impute cette action aux écologistes, ce qui est assez cocasse puisque ces mêmes écologistes se plaignent justement de l'absence de plan de sécurité. Ainsi Michèle Rivas, présidente de la CRII-Rad et récemment nommée à l'Agence Nationale pour la Qualité de l'Air, déclare dans un entretien à *Lyon-Libération* : «Mais il faut regarder de près comment fonctionne ce nucléaire et se donner tous les moyens pour qu'en cas d'accident on puisse évacuer les gens, les confiner, leur distribuer des plaquettes d'iode.» Il ne faut pas s'inquiéter, ces propos seront certainement entendus, d'autant plus que, sans un refus réel, le nucléaire va continuer à se développer et que, comme le reconnaît Tanguy, directeur de la sûreté à EDF, les risques d'un accident grave sont de quelques pour cent. Certes, la présentation de ces plans de sûreté, internement ou déportation, se fera de façon moins crue, ce qui évitera des réactions «plus ou moins angoissées». (Tout au moins selon *Lyon-Libération* du 27-09-90 d'après lequel le standard d'EDF a été assailli d'appels). Mais la réalité sera identique quand l'état d'urgence sera déclaré. La qualification par EDF de cette fausse lettre d'«aimable plaisanterie» nous donne à penser que l'élaboration de ces projets sécuritaires va bon train.

Il n'est pas inutile pour finir de relater une petite anecdote révélatrice du délire atomiste. Le maire Noir de Lyon, recevant en sa ville ce mirifique congrès qui lui montait manifestement à la tête, la veille d'offrir un pot à toutes ces sommités nucléocratiques, tenait une conférence de presse à l'occasion de la biennale de la danse et qualifiait celle-ci de «véritable explosion thermonucléaire qui par sa qualité et l'enthousiasme qu'elle suscite (autant qu'une explosion atomique ?) en fait l'événement le plus important en matière de danse.» (*Le Progrès* du 23-09-90) Afin que ces propos explosifs ne sombrent pas trop rapidement dans l'oubli, des affichettes ont été placardées dans quelques lieux où la culture danse, peut-être *la java des bombes atomiques*.

Face à ces projets de société, de l'environnement sympathique de l'atome écologique à l'avenir soutenable des écolocrates, il est agréable et réconfortant qu'existe une contestation de cette vie morbide réduite à la survie que l'on nous programme. Les actions rapportées ici sont, somme toute, restées modestes. Elles témoignent néanmoins du fait que, même dans les grandes villes où l'agression nucléaire est moins directement perceptible que sur les sites, il est possible de contester la passivité et la soumission aux diktats atomistes. Aussi est-il regrettable que les principaux acteurs de cette semaine contestatrice n'aient pas jugé bon de faire connaître plus largement leurs agissements ludiques. C'est pour pallier à cette absence que nous avons raconté brièvement ces événements lyonnais et cité quelques propos des décideurs de ce monde en piteux état.

(1) Ce nouveau concept de «développement soutenable» a été élaboré par la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED). Ce concept voudrait que l'économie s'intéresse à l'écologie. Sans nous attarder ici plus particulièrement à la

critique de ce vaste programme, nous citerons simplement la remarque d'un membre du public d'une audience de cette même CMED à Sao Paulo les 28 et 29 octobre 1985 : «Vous parlez très peu de la vie, et bien trop de la survie. Il est très important de rappeler que lorsque les possibilités de vivre n'existent plus, alors seulement commence la survie.» (*Notre avenir à tous* de la CMED).

(2) Plus généralement, les techniques développées et utilisées d'une société révèlent celle-ci et vice-versa. Cf., entre autres livres de Lewis Mumford, *Le mythe de la machine*.

BAS LES MASQUES ! TOURNONS LA PAGE !

Si les mots avaient un sens en rapport avec la réalité qu'ils décrivent, une catastrophe comme celle de Tchernobyl aurait, pour le moins, entraîné un arrêt immédiat de la folie nucléaire. Mais nous n'en sommes pas là. Le formidable pouvoir d'abstraction et de falsification des médias a permis aux dirigeants de faire passer comme quelque chose qui va de soi ce désastre et ses conséquences. Le comble de la réussite pour ceux qui l'ont provoqué est de se présenter comme des protecteurs : les pyromanes se font aussi pompiers. En dehors des endroits où les conditions particulières permettent aux hommes de discuter et de mettre leurs intérêts en commun, comme à Segré et à Neuvy-Bouin où les projets d'enfouissement des déchets radioactifs ont soulevé une protestation massive, le pouvoir ne rencontre que le désarroi des populations. Nous voyons donc maintenant, sous prétexte d'effet de serre, de crise du Golfe, d'avenir, de rentabilité etc., les nucléaristes pousser à la reprise du nucléaire.

Après-demain, ils seront tranquillement réunis à Eurexpo pour en discuter entre eux.

Quand ils décident sans scrupules de notre destinée, où est le refus avec ce «défilé carnavalesque», à 10 km et à 48 heures de ce colloque nucléariste ? Où est cette «volonté de ne pas le laisser se dérouler tranquillement» ! Quelle volonté réelle y-a-t-il derrière les mots «indignation», «exigence» ? Les déclarations emphatiques et ce carnaval médiatique ne sont que des gémissements ; le refus de l'état de fait ne trouve ici, comme souvent, aucune forme conséquente. On se paye de mots ! Ils tiendront tranquillement leur congrès et tout continuera...

Pour le développement du rejet réel du nucléaire et des conditions qui nous sont faites, cette manifestation de l'impuissance n'est rien ; mais dans la société du spectacle unifié, elle devient une manifestation de «l'Opposition réelle». La dégradation des conditions biologiques de la vie est de plus en plus visible, les Verts peuvent bien progresser électoralement ; c'est ainsi que les hommes dépossédés confirment leur état. Il n'y a que la confusion intéressée des crétiens pour voir là une victoire...

Derrière ces palabres médiatiques, on peut sentir l'ambition de quelques écolocrates experts ès-pollution, avides de se voir attribuer quelques strapontins au ministère des catastrophes. Pour cette négociation dans la distribution des postes, ils ont maintenant besoin d'un «Réseau européen» («voire mondial») contre le nucléaire et pour le développement de plans énergétiques alternatifs, à la fois banque de données (sic) et groupe de pression» (*VERT-CONTACT* n°167, Lettre d'information des Verts).

Pour concrétiser ce projet politique, il leur est nécessaire d'apparaître comme le point de passage obligé du mouvement anti-nucléaire et de le devenir effectivement en empêchant l'émergence d'un refus capable de s'attaquer au nucléaire et à son monde.

On nous accusera avec raison de vouloir semer la division dans le mouvement écologiste. Mais c'est aussi en se définissant contre son confusionnisme et les représentants incontrôlés qu'il secrète que le rejet de l'aberration nucléariste pourra trouver des moyens et une expression non dévoyés de ses buts.

Paris-Lyon le 22 septembre 1990,

ASSOCIATION CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE

c/o : G. Lefrançois, 120 rue d'Aboukir 75002 - Paris

Notes sur les Verts

1. A l'heure où certains membres ou cadres du parti Vert prennent la peine de se lamenter publiquement sur leur faiblesse présente, il peut sembler inutile et gratuit d'insister.

Telle n'est pas notre opinion. Nous ne nous trouvons pas ici face à un parti d'arrière-garde qui se meurt de son anachronisme : au contraire, ces écolocrates se voient au début d'une carrière pleine d'avenir placée d'emblée sous le signe d'un mensonge récupérateur : la prétention à représenter ou impulser des luttes réelles. Seul un approfondissement de ces luttes pourra les faire apparaître publiquement pour ce qu'ils sont réellement, mais en attendant, faute de ce démenti pratique, il est certain que des personnes sincèrement indignées leur accordent un certain crédit. Notre propos est de montrer en quoi celles-ci s'illusionnent sur la volonté et les capacités des Verts.

2. La gravité et l'accélération de la dégradation des conditions qui nous sont faites ne peuvent plus échapper à qui que ce soit. Les médias eux-mêmes se mettent de la partie : ce qu'il est devenu impossible de cacher, il faut en faire étalage. Tout ce tapage médiatique sur l'environnement, la couche d'ozone, l'effet de serre, l'apocalypse à venir etc., ne sert qu'à renforcer notre sentiment d'isolement et d'impuissance. Là aussi, la contre-révolution préventive est à l'oeuvre pour empêcher l'émergence de la conscience qu'on ne peut s'en prendre à des résultats sans lutter contre l'organisation sociale qui en est à l'origine. Dans une telle confusion, il n'est guère surprenant que le parti Vert en soit arrivé à se présenter, sur le mode spectaculaire, comme la seule opposition crédible aux diverses agressions contre la vie. Pourtant, d'emblée ses porte-parole se placent dans la logique de ce qu'ils prétendent combattre en participant à la dévalorisation du sens des mots : la globalité comprise dans le concept d'écologie passe à la trappe quand ces «écologistes» évitent avec soin le terrain de la critique sociale, ce dont ils ne se défendent point, tant ils sont fiers d'être ceux qui «par leurs interventions dans bien des domaines suppléent aux carences de notre société»(1); autrement dit une force de proposition pour l'amélioration de son fonctionnement.

Aussi, quoi de plus normal qu'ils ne posent que les questions auxquelles l'Etat puisse répondre ? Et c'est précisément ce que l'Etat commence à faire, en

confiant, par exemple, la présidence de la future Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie à Yves Cochet, député Vert au Parlement Européen (2). Il est vrai que l'Etat et les secteurs les plus avisés du capitalisme moderne ont compris qu'il était de leur intérêt, pour une rationalisation du système, d'intégrer leurs opposants de détail.

3. Le Parti Vert ne dispose pour le moment d'aucune force sociale dont il pourrait tirer profit. Sa force affirmée vient des urnes et de la bienveillance des médias. Aussi prétend-il illusoirement rassembler des groupes aussi divers qu'antagonistes - de l'économiste «alternatif» aux libertaires. Mais comment plaider pour une meilleure gestion de la survie sans toucher au monde qui la met en péril ? Pourtant, ce côté racoleur et équilibriste ne saurait le gêner dans son développement. Après tout, à quel parti important la confusion a-t-elle nuï ? Songeons à l'UDF et au PS en particulier... C'est autre chose qui différencie les Verts de ces partis là et qui les gêne pour un développement «classique» : l'héritage de leur milieu d'origine, le milieu associatif, les soumet à des contraintes dont les autres partis se sont émancipés depuis longtemps. Décisions en Assemblée générale, fédéralisme et surtout exigence de transparence financière ne sont pas des moyens très efficaces pour conduire leur parti sur la scène politique où ils souhaiteraient rivaliser avec les autres. Dans un système comme le nôtre où les partis engloutissent des sommes énormes, d'origine aussi occulte que leur destination (5), leur naïve honnêteté ne peut que les paralyser. Leur fameuse «différence» qui fut dans un premier temps un atout médiatique devient désormais un handicap dont ils commencent d'ailleurs à se soucier en élargissant leur domaine d'interventions. On a ainsi pu voir au moment de la guerre du Golfe Persique comment ils ont su, par calcul électoral, enrichir l'abjection dominante et retrouver tout naturellement le langage inversé du cynisme politicien. Voici par exemple, ce que trois apprentis bureaucrates de ce Parti Vert ont déclaré dans un communiqué à l'AFP : «Non à l'incivisme. La France se retrouve dans une situation politique grave, où chaque parole et chaque acte doivent être mesurés à leur juste valeur. C'est pourquoi les Verts tout en réaffirmant leur attachement à la paix, condamne les appels au sabotage et à la désertion lancés par Gilles

Perrault. De tels appels à l'incivisme ne peuvent que desservir la cause qu'ils prétendent défendre. Il faut éviter de dresser une partie de la population contre une autre et montrer que la paix sera d'autant mieux préservée que chacun exercera ses responsabilités.» (Patrice Miran chargé des relations internationales, Christian Brodhag et Nicole Bouilly. Cité dans *Silence* n° 139 mars 1991).

4. Certes, ils n'ont pas de force sociale derrière eux et ne sont pas encore un parti classique, mais c'est bel et bien un parti qu'ils sont en train de constituer, qui lie son ambition de développement à un projet : ni plus ni moins une « cogestion » de l'Etat, devenue le but suprême à conquérir (6). Pour cela, il n'y a pas trente-six moyens : au charbon ! « Les Verts doivent d'abord s'enraciner avant de gagner le haut » disait déjà l'endormeur Antoine Waechter en août 1988. Il faut donc faire reconnaître ses compétences et son sérieux au niveau local : quel est le conseil municipal d'une mairie importante qui ne dispose de son élu Vert de service ? Il en est même qui ne répugnent pas à jouer leur rôle auprès d'un Chaban-Delmas. Protéger les vieux chevaux de retour, quelle belle extension de la protection des espèces menacées ! Ainsi que leur vieux concurrent Lalonde qui a certes posé moins de conditions à son ralliement, ce qui l'a mené d'entrée très loin dans le reniement de ses positions passées (7), mais dont rien de fondamental ne les sépare, ce qu'ils revendiquent est donc un Etat régulateur et éclairé... par leurs soins, bien sûr ! Ainsi Antoine Waechter peut-il rêver des ministères qu'il imagine déjà à sa disposition : « Les ministères de l'Industrie, de l'Economie, des Transports ou de l'Agriculture. La Défense ou l'Intérieur m'intéressent

déjà moins » (8). Un bon Etat secondé par des « citoyens actifs » (selon le modèle suisse ?), tel serait le remède à tous nos maux. Exit la lutte ! Leur manière de prétendre remédier aux nuisances traduit bien les marottes et utopies de la classe de l'encadrement capitaliste (9), précisément d'une fraction de cette classe déçue par le mitterrandisme : fétichisme du pouvoir d'Etat, refus de renverser le système mais espoir de promotion (à la fois personnel et pour l'ensemble de la classe) dans l'amélioration de ce système, appauvrissement volontaire et intéressé du sens des mots, sous-estimation des forces et des logiques de l'économie, priorité donnée au politique. Il n'y a vraiment rien de neuf ni d'enthousiasmant là-dedans.

5. Avec de tels objectifs, dans le courant d'un durcissement ou d'un dépassement des luttes, ils pourraient se retrouver balayés ou absents (Cf *Rapport sur la fête de Neuvy-Bouin* p 25) ou carrément ennemis de ce dépassement (10), quitte à reprendre en main un mouvement qui refluerait. On a jusqu'à présent toutes les raisons de penser que ce « groupe européen » dont parlait Didier Anger à Neuvy-Bouin est un placement de pion du parti sur l'échiquier européen qui prend peu à peu tournure.

Voilà bien ce qui est à leur portée : constituer un inter-groupe parlementaire. Mais pour quels résultats ? A-t-on jamais fait aboutir quelque chose qui en vaille la peine dans ce genre d'endroit ? En tout état de cause, ce parti n'arrivera guère à être autre chose qu'un lobby de l'industrie de la dépollution et un vivier de futurs experts dans l'art de gérer des catastrophes que, bien évidemment, ils seront toujours impuissants à prévenir.

(1) Texte du secrétaire régional adjoint des Verts Bourgogne-Ecologie, publié dans *Noir et Rouge* n° 18 p 34.

(2) Yves Cochet a fini par accepter cette présidence contre l'avis de son parti dont il est resté membre.

(3) Autre exemple : la nomination de Michèle Rivasi, présidente de la CRII-RAD à l'Agence Nationale pour la qualité de l'Air.

(4) lire le texte cité note 1.

(5) Voir les journaux de l'année 1990 concernant les scandales financiers du PS ou du RPR.

(6) « Les écologistes ont la volonté d'être dans les institutions jusqu'au plus haut niveau de l'Etat » A. Waechter, cité dans *Ecologie* de novembre-décembre 1987

(7) En août 1988, emporté par son zèle à défendre le gouvernement français, B. Lalonde polémiquait contre les Verts en affirmant que les essais nucléaires sur Mururoa n'avaient aucune incidence sur la santé de la population locale. L'impact médiatique de cette bourde monumentale se révéla si désastreux qu'il n'a eu de cesse dès lors de regagner le terrain perdu et de retrouver son image d'ami de la terre et d'écologiste efficace. Avec un certain succès semble-t-il...

(8) Interview à *Radio J* le 7-10-90

(9) Nous empruntons le terme et le concept au livre d'A. Birh *La classe de l'encadrement capitaliste* Ed. de l'harmattan.

(10) C'est ainsi que le 28 juin 1987, un membre des Verts dénonçait comme « action commando » et parlait d'irresponsabilité à propos d'antinucléaires qui avaient arraché de force un dossier d'enquête à la police et à un agent EDF, lors d'une manifestation contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Segré.

RACKETT : LE SCANDALE CONTINUE!

La direction de Cernay SA propose
la création d'un « chèque syndical »

Les Français
prêts à payer
pour protéger
l'environnement

Lalonde annonce l'impôt écologique

Mexico manque d'oxygène

Le président d'une association écologiste mexicaine, M. Alfonso Cipres Villareal, a annoncé que son organisation allait installer dix distributeurs automatiques d'oxygène dans la ville de Mexico, pour aider les personnes incommodées par la pollution atmosphérique. Il en coûtera près de 10 francs la bouffée de trente secondes. Du fait de phénomènes d'inversion thermique dus à l'hiver, qui bloquent la pollution au niveau du sol, la ville de Mexico souffre encore plus que d'habitude de son air vicié. Pourtant, selon les autorités mexicaines, les émissions de soufre ont beaucoup diminué ces dernières années, passant de 4,4 millions de tonnes en 1988 à 3,8 millions de tonnes en 1989. (Reuter, AP)

On savait que les appareils des grands syndicats étaient devenus de simples rouages cogestionnaires de la misère salariée. Dans les entreprises modernes les plus dynamiques, une étape de plus vient d'être franchie vers l'intégration totale des syndicats, au moyen du chèque syndical. Désormais, quasiment intégrés à la direction, ils pourront gérer directement la "protection" des salariés. A l'instar des maquignons du salariat, Lalonde, le nouveau ramasse-miettes du gang des "politiques", leur propose d'extorquer un nouvel impôt à la population, sous prétexte de payer les dégâts infligés à l'environnement par le développement économique insensé, imposé par ses chefs ! Où s'arrêtera le cynisme des racketteurs ? Après avoir entassé et asphyxié la population de Mexico, le gang étatique mexicain trouve encore le culot d'envoyer quelques seconds couteaux fourguer de l'oxygène au coin des rues !

Chronique de la transparence

Le Monde du 29-9-90 titrait en première page : «Dix sept réacteurs nucléaires français remis en état». Les 17 réacteurs de 1300 mégawatts du parc nucléaire français doivent être réparés. Les filtres du circuit de refroidissement étaient montés à l'envers. Cette information, banale en ce qui concerne les défauts des centrales nucléaires, avait ceci d'inhabituel qu'elle n'était pas diffusée par les écologistes et suivie du démenti automatique des autorités. Elle était le fait des autorités elles-mêmes ! L'ère de la transparence venait de commencer. Ce réajustement de la pratique du secret, inhérente à toute l'histoire du nucléaire, a été rendu possible grâce à la résignation des populations devant l'implantation effective de cette industrie. Il faut donc maintenant parer cette résignation des atours de la responsabilité au moment où l'Etat français a décidé de prendre la tête de l'industrie nucléaire pour la conserver par la suite alors que d'autres Etats l'abandonnent ou adoptent une attitude attentiste. Car ce réajustement est devenu nécessaire depuis la catastrophe de Tchernobyl et surtout à cause de la connaissance de ses conséquences qu'aucun douanier, fût-il Pellerin (1), n'avait pu arrêter aux frontières.

La réalisation de ce changement de méthode consacre la puissance et l'emprise du pouvoir et des médias sur les populations. Elle est l'oeuvre de cette fraction de la classe politique qui avait flirté avec la lutte antinucléaire au temps de sa folle jeunesse. Sa réussite était logique. Elle est le fait de ceux qui connaissaient les faiblesses de l'opposition antinucléaire et étaient donc à même d'en tirer le meilleur parti. Partout et à tous les niveaux les intérêts de l'Etat et de l'économie ont pu être propulsés en avant, renvoyant la critique à l'irrationalité. Rarement dans l'histoire le point de vue de l'Etat a disposé d'autant de moyens pour s'affirmer de manière incontestable alors même que les conséquences de ses choix précédents deviennent menaçantes.

Rien n'aura été épargné pour transformer en citoyens responsables des individus sans moyens, susceptibles, à la première occasion, d'être atteints des troubles irrationnels de la radiophobie. Un vaste programme d'éducation a été mis en oeuvre pour permettre à chacun de saisir les bienfaits du progrès sans s'arrêter aux risques liés à cette

SNCF
Voyages scolaires annuels 1990/1991

PENLY

THEME:
■ Visite d'une centrale nucléaire

PROGRAMME / HORAIRES:
Départ de Paris-Saint-Lazare vers 7h50
Arrivée à Dieppe vers 9h50 (changement à Rouen)

Visite guidée du port de Dieppe
Transfert à la centrale de Penly
Déjeuner
Transfert à la gare

Visite de la Centrale et projection vidéo
- la liste définitive des participants (nom-prénom-n° carte d'identité ou passeport) devra impérativement être fournie 10 jours avant le voyage
- les papiers d'identité mentionnés sur la liste seront présentés à l'entrée de la centrale

Départ de Dieppe vers 16h00
Arrivée à Paris-Saint-Lazare vers 18h15

DATES:
Les mardis, mercredis, jeudis en période bleue du calendrier voyageurs SNCF

PRIX PAR PERSONNE:
De 15 à 30 participants :
- Enfants de moins de 15 ans : 205 F
- Jeunes de moins de 18 ans : 265 F
Un accompagnateur gratuit pour 10 enfants payants (accompagnateur supplémentaire, nous consulter)

De 31 à 50 participants :
- Enfants de moins de 15 ans : 190 F
- Jeunes de moins de 18 ans : 250 F
Un accompagnateur gratuit pour 10 enfants payants (accompagnateur supplémentaire, nous consulter)

Ces prix comprennent :
- le voyage aller-retour en 2ème classe
- les transferts en autocar
- le déjeuner
- les visites mentionnées au programme
- les assurances annulation-assistance/rapatriement



CREATIF CLIP

forme particulière qu'est le nucléaire.

Visites promotionnelles des centrales, organisées par EDF, irruption de la démocratie parlementaire dans ce domaine réservé, accréditation semi-officielle des laboratoires indépendants de mesure de la radioactivité, avec tout cela la population peut s'éveiller tranquillement en constatant que derrière le cauchemar du secret, il n'y avait qu'une défense contre l'irrationnel et la manipulation intéressée. Tout désormais peut être discuté à condition de rester dans les limites des choix antérieurs.

Cette avancée incontestée du pouvoir, pour devenir effective, doit se retrouver au niveau du langage. C'est ce à quoi s'est employé Bataille, député PS du Nord, chargé de la mascarade de l'irruption de la démocratie dans le nucléaire dans son rapport sur l'enfouissement des déchets radioactifs. Evoquant l'opposition des populations aux poubelles nucléaires, il explique qu'il ne s'agit que du syndrome NIMBY et que toute volonté d'identifier le refus de ces déchets au refus de ceux qui les produisent relève de la manipulation de groupes extérieurs. La soumission et la lâcheté s'expriment ici avec la morgue des vainqueurs. Pour ces incendiaires qui se présentent comme des pompiers, l'esprit de conséquence n'est plus qu'une folie ou une manipulation. D'ailleurs *Le Monde* du 29-9-90 l'affirme doctement : «Cet incident classé niveau 2 sur l'échelle de gravité (qui en compte 6) ainsi qu'un problème découvert dans le montage des filtres à sables de 6 réacteurs démontre l'efficacité des sondages systématiques faits par les inspecteurs de sûreté lors des visites de maintenance. Il met aussi en évidence certaines faiblesses dans le contrôle de qualité des chantiers nucléaires». Peu importe qu'une telle affaire «mette en évidence certaines faiblesses dans le contrôle de qualité des chantiers nucléaires» et que cela démente immédiatement les prétentions à la fiabilité absolue de l'industrie nucléaire française. Ce qui compte ici et que tout le monde doit comprendre, c'est qu'un tel «incident» «démontre l'efficacité des sondages systématiques faits par les inspecteurs de sûreté lors des visites de maintenance».

Gorbatchev, décrétant la transparence pour sauver une économie en faillite, s'est d'emblée retrouvé confronté à ce que le pouvoir totalitaire avait réussi à occulter dans sa marche forcée vers le «communisme». L'éclatement de l'empire, conséquence de cette situation, l'a obligé à renouer avec les vieilles méthodes. De la même manière, la glasnost des nucléaristes français, alors qu'elle est confrontée à ce que masquait le silence et le mensonge qu'elle entretient depuis le début, se retrouve obligée de faire machine arrière. Pour les tenants du nucléaire, cette bonne volonté affichée valait amnistie sur toutes les manipulations du passé.

Mais la disparition des moyens du secret les a contraints à s'arranger avec une certaine forme de la vérité, en leur ôtant le monopole du discours. Ils ont désormais des concurrents sur leur terrain. C'est autour des décharges de l'Essonne que la contradiction est apparue. Quelques écologistes, la CRII-Rad, *le Parisien Libéré* et *Libération* ont révélé des mensonges flagrants autour du laisser-aller dans la gestion des déchets radioactifs du CEA et du Centre d'Etude Nucléaire de Saclay. Toute la bande nucléariste, pétrie de tradition, a réagi comme un seul homme et a nié en bloc. On n'a rien oublié pour dénoncer un prétendu complot extérieur et les meilleurs sont montés au créneau. Par exemple le directeur du centre de Saclay, Delpyroux, a organisé une visite commentée sur la décharge afin de montrer au public qu'il n'y avait pas de danger, rien n'étant visible...

Cependant refaire une virginité à de tels «pellerins» relève de l'impossibilité pratique. Au moment où Pellerin lui-même diffusait son sempiternel «aucun danger pour les populations environnantes et pour l'environnement», le journaliste de *Libération* montrait un certificat signé de sa main attestant qu'il n'y avait aucune trace mesurable de radioactivité dans un pavillon construit sur une ancienne zone de stockage de déchets radioactifs. Et le laboratoire de Brême en Allemagne, sollicité par la CRII-Rad et par *Le Parisien* trouvait dans la terre prélevée des doses de plutonium militaire suffisamment significatives pour qu'il songe à décontaminer ses propres locaux...

Il fallait alors arrêter les frais, mais les moyens adéquats faisaient défaut. On a donc pris des sanctions pour souligner que la bonne foi du CEA avait été trompée : le chef du Service de Protection contre les Radiations (SPR) a donc perdu ce poste tout en conservant sa place de directeur du Service des effluents de Saclay. Le directeur du CEN de Saclay a été déplacé pour son initiative malheureuse de visite de la décharge, et on a fini par «découvrir» que c'était le petit personnel qui se débarrassait des déchets à l'insu de la hiérarchie...(2)

Ainsi on a pris des sanctions qui n'en sont pas en attendant que l'histoire tombe dans l'oubli, la passivité quasi-totale de la population locale permettant à nos protagonistes de s'exprimer avec leur mépris habituel de la vérité. Ainsi Rouvillois, débutant de la transparence et ayant mal assimilé ses cours sur la gestion des crises, déclarait pour expliquer ses premières réactions mensongères spontanées : «en période de crise on peut faire des erreurs de communication», ce qui amenait un journaliste complaisant qui rapportait ses propos à ajouter : «le silence a peut-être une autre cause : la peur de faire peur» (*Le Parisien* 27-10-90). Il n'y aurait donc pas de problème «(...)comme le démontre le rapport de MM. François Cogné et Bernard Castagné (...) Il n'y a pas eu de fautes professionnelles de la part du personnel mais un dysfonctionnement général du système qui a nui à la transmission de l'information.

Nos personnels, écrivent-ils, ont eu une approche technique du problème» et selon le journaliste pédagogue «consistant à mettre en évidence, ce qui est leur rôle, qu'il n'y avait pas de danger pour la population.» (*Le Monde* 1-12-90).

Epernay contre les nucléocrates

Attentat à la bombe à merde !

Pendant une quinzaine de jours, le commissariat à l'énergie atomique (CEA) organisait en collaboration avec la MJC du centre ville d'Epernay une propagande pour le nucléaire avec expo, maquette, film, vidéo...

Le mardi 9 octobre se tenait un meeting-débat, le clou de cette quinzaine avec messieurs Cogné, inspecteur de la «sûreté» au CEA, Tanguy inspecteur de la «sûreté» à EDF, et Nemot, «spécialiste» des accidents radiologiques. Du bon gratin nucléocrate !

Un tract reproduisant l'article du numéro deux de *Courant alternatif* sur les conséquences de Tchernobyl était distribué à l'entrée. Une bonne centaine de personnes présentes : quelques partisans du nucléaire, des jeunes d'un lycée, des membres du parti Vert de la Marne, des écolos sans appartenance, des membres du comité anti-poubelle de l'Aisne.

Après la présentation de la nucléocratie présente, deux antinucléaires se lèvent et vont commettre l'irréparable sur le podium. Munis de bombes à merde, ils aspergent joyeusement ce gratin en hurlant :

Le nucléaire c'est de la merde, nous n'avons pas à discuter avec ces gens là !

Après quelques secondes de stupéfaction, les auteurs de cet acte salutaire quittèrent les lieux sous les applaudissements d'une moitié de la salle. Pendant une demi-heure, ce meeting fut interrompu ; les organisateurs de cette «vailleuse» MJC épongèrent...

Le vendredi suivant, à Reims, sur 93 FM, la radio primitive, l'Egrogore (OCL Reims) revendiqua cet attentat à la bombe à merde en l'expliquant. En lisant dans la presse le compte-rendu des débats nous eûmes la confirmation du bien fondé de notre sabotage : propagande nucléocrate du style «Tchernobyl impossible en France», débat hermétique de pseudo spécialistes. Comme le dit si bien un journaliste de *L'Union* : « Ils se souviendront d'Epernay où l'accueil est généralement plus soft et où les réceptions se font plus généralement au champagne».

Ils ne sont certainement pas prêts de revenir... et c'était là notre but !

Nous en profitons pour lancer un appel : cette expo trop bien faite pour ne servir qu'une fois risquée de passer chez vous... alors vous savez ce qui vous reste à faire !

Courant Alternatif novembre 1990

Dans ce pays et dans cette époque où les médias et l'opinion publique, par sondages interposés, tiennent lieu de vie sociale, seule l'apparence compte. La fin du monopole nucléariste avec l'accréditation d'autorités indépendantes pour une gestion efficace du nucléaire s'annonce comme un passionnant feuilleton dont nous tiendrons la chronique. La nomination à la direction du Conseil Supérieur de la Sûreté et de l'Information Nucléaire de Tubiana dont les conceptions sur la transparence lui ont été inspirées par Goebbels (2), tout comme l'impunité dont continue à jouir un Pellerin, montre qu'il reste encore quelque chose à cacher même à ceux qui ne se révoltent pas. C'est seulement quand tout sera accompli, quand nous saurons si l'humanité peut vivre avec la radioactivité artificielle que le secret perdra toutes ses raisons d'être.

(1) Pellerin : Directeur du Service Central de Protection des Rayonnements Ionisants (SCPRI).

(2) Cf. *La Gazette Nucléaire* 105-106.

SAINT-AUBIN : du plutonium dans la décharge (affaire révélée par *Le Parisien*)

GIF-SUR-YVETTE : lotissement irradié avec la bénédiction du S.C.P.R.I.
(affaire révélée par *Libération*)

ITTEVILLE, LE BOUCHET : projet de lotissement irradié avec la bénédiction
du C.E.A. (affaire révélée par *Le Parisien*)

Y a-t-il une vie avant la mort ?

Il y a eu Tchernobyl. Le danger est maintenant connu.

Mais heureusement pour l'ordre établi, les médias s'occupent de tout !

Le silence n'est plus de mise ; le mépris prend d'autres formes.



Dans ces villages atomisés de l'Essonne, l'Etat peut tranquillement parier sur l'absence de réactions. En même temps que le nucléaire, cette organisation sociale a produit les hommes capables de le supporter, sans moyens ni volonté de se mêler de leurs affaires.

Comme une vulgaire bureaucratie contrainte à la "glasnost" pour survivre, l'Etat français réajuste sa gestion du nucléaire pour ne pas le remettre en cause. Il peut bien nous assourdir avec des déclarations sur les détails, transformer le C.E.A. et la S.C.P.R.I. pour faire oublier l'essentiel : dans ce monde nucléarisé, nous sommes contraints de vivre avec le danger qu'ils ont partout produit comme avec une chose naturelle...

PARTS, 1^e 20.11.1990

A chaque étape de son histoire on retrouve, sous une forme ou sous une autre, l'origine militaire de l'industrie nucléaire; comme une tare dont il est impossible de se débarrasser. Il y a là le cortège habituel des ruines et des décombres qui accompagne toute l'expression guerrière, le trucage de l'information, la crainte de la vérité et le mépris des populations.

Annexe 1 : Document de l'Andra

De Jean-Baptiste de PREMARE à Monsieur FAUSSAT le 14 octobre 1988

Objet : PROPOSITION D'UN PLAN D'ACTION RELATIF DEMARRAGE DU PROGRAMME DE FORAGE

1°) Etat de l'opinion concernant le programme des travaux à venir :

Une opinion publique préparée à cette éventualité

Depuis le début du mois de septembre et même si l'Andra n'a pas encore trouvé son rôle plein d'émetteur, on peut considérer dans une certaine mesure que les acteurs locaux sont préparés à l'éventualité de l'arrivée prochaine sur les communes de techniciens.

Lors de la conférence de presse de rentrée du Préfet, ce dernier a clairement indiqué que l'Andra poursuivait son programme et que des forages étaient prévus dans les semaines à venir. La presse s'en est d'ailleurs fait l'écho sans chercher en aucune façon à dramatiser cette annonce du Préfet.

Par ailleurs, différents articles ou communiqués de la Sauvegarde de la Bresse ont fait clairement état de nos recherches de terrains. L'incident qui s'est produit sur la commune de Lescheroux a été relaté dans la presse et a confirmé implicitement notre volonté d'acquiescer, donc de travailler.

Forts de ces éléments, l'annonce du démarrage de notre programme de forage sera vraisemblablement perçue par l'opinion publique locale, comme la concrétisation de ce qui a été clairement annoncé quelques semaines auparavant.

2°) L'annonce doit être un non-événement pour l'Andra :

Après dix mois d'absence sur le terrain et une relative discrétion sur le plan des contacts et de la communication, l'annonce publique du démarrage de notre campagne de forage constituera pour ceux qui s'opposent à notre mission, un événement et il serait étonnant que nous échappions localement à une période de crispation voire de trouble.

Cependant, et afin de dédramatiser ce retour d'actualité vis-à-vis de l'opinion et des décideurs, il nous semble que nous devons éviter de faire de cette annonce un événement, éviter si possible qu'elle soit perçue comme un rebondissement après des mois de silence et donc de doutes.

Et c'est, nous semble-t-il, dans le contenu du message et dans la façon de le délivrer qu'il faut s'imposer un objectif de banalisation.

- Sur un plan général :

Le message qui sera délivré ne devra laisser supposer aucune part de triomphalisme et donc ne pas faire mention notamment aux acquisitions que nous aurons réalisées. Il devra être l'expression d'une *poursuite* normale d'une mission et l'annonce de l'engagement du programme de forage ne devra être perçue que comme une *continuité*.

- Sur le plan technique :

Un certain nombre d'écueils sont à éviter. L'annonce sera faite autour d'un forage faisant partie d'un tout (programme général) et il ne faudrait pas que la localisation sur une commune de la zone soit considérée comme un engagement pour l'avenir. Ce forage sera éventuellement suivi d'autres forages qui seront implantés sur d'autres communes ; il ne décidera pas de l'implantation du laboratoire si le site était retenu. C'est pourquoi le message devra exprimer clairement que les autres communes restent concernées par les travaux futurs. Il faudra donc

laisser entendre que l'Andra tiendra compte de l'évolution des connaissances acquises pour l'implantation des forages à venir.

La présentation du programme de forage sera précédée par un rappel de trois types de travaux effectués dans la région : gravimétrie, inventaire des points d'eau, réinterprétation d'un profil.

Il faudra insister également sur le caractère restreint de ce type de travaux en terme d'occupation en surface.

B/ Comment délivrer ce message et à qui ?

La première question que l'on peut se poser est de savoir si cette information nécessite un certain nombre de contacts préalables notamment auprès des élus afin de respecter leurs mandats et si cette information doit être aussi large que possible.

Si nous voulions nous tenir à un objectif de banalisation, l'annonce préalable devra concerner un nombre restreint de personnes; ces personnes étant des représentants que l'on ne peut éviter. Il faut privilégier l'information locale à l'information départementale. C'est pourquoi nous proposons que seuls Messieurs Boyon (député de la circonscription), Pépin (Conseiller général du canton) et le maire de la commune de Saint-Jean-sur-Reyssouze (commune où le forage doit s'effectuer) soient informés de façon préalable. Il faut noter à ce sujet que Monsieur Mazenot souhaitera sans doute prendre en charge cette information auprès de ces élus.

En ce qui concerne l'information après l'annonce publique, là encore nous privilégierons les acteurs locaux et de façon restreinte, préférant réserver une information large lorsque les travaux seront conséquents (par exemple lorsque le forage au sel débutera).

La seconde question que l'on peut se poser est de savoir comment organiser l'information à l'intention de l'opinion publique. Autrement dit, est-il nécessaire d'intervenir auprès des médias par la voie d'une conférence de presse ou d'un dépôt de communiqué pour annoncer que le programme de forage débute ?

Il nous semble qu'il est préférable d'adopter une stratégie de réponse plutôt qu'une politique volontariste d'information vis-à-vis des médias.

C'est pourquoi il faut se tenir prêt à répondre aux questions des journalistes; d'où la nécessité de préparer dès maintenant un cadre d'information pouvant servir à l'élaboration d'un communiqué.

3°) Calendrier d'action

Il faut rappeler avant toute chose le caractère spécifique de ce site. En effet, l'état de nos relations avec l'autorité préfectorale (1) nous oblige à agir avec une extrême prudence. C'est pour cette raison d'ailleurs que nous gardons secrète la conclusion d'une affaire (location d'une parcelle). Cette discrétion ne nous permet pas de préparer avec les autorités préfectorales notre plan d'action. Souhaitant être en mesure de concrétiser cette annonce publique par le démarrage très rapide de travaux sur la parcelle concernée, nous sommes tenus à un calendrier très serré en terme d'annonce.

La nature des premiers travaux est, de toute façon, très légère puisque dans un premier temps il s'agira de mener parallèlement trois types d'actions techniques :

- débroussaillage
- topographie
- petits forages géotechniques

Il faut noter à ce sujet que les opérations de topographie et de géotechnique conditionnent l'avenir en ce sens qu'elles sont nécessaires à l'élaboration des dossiers d'appels d'offre pour la préparation de la plate-forme de forage. Tout retard dans la réalisation de ces opérations d'une durée de 3 à 4 jours se répercuterait directement sur la suite du programme (en particulier sur la date de démarrage du premier forage).

Afin d'être en mesure de réaliser ces premières opérations, il nous faut d'une part agir avec rapidité et d'autre part, se donner les moyens de maîtriser l'information.

Nous partons sur l'hypothèse d'un démarrage des travaux le jeudi 3 novembre.

J - 6 (Vendredi 28 octobre) Rendez-vous avec Monsieur Laurens-Bernard pour discussion sur la méthode de concertation avec la Préfecture laissant supposer une acquisition de terrain imminente. Prise de rendez-vous avec Monsieur Mazenot pour le mercredi 2 novembre.

J - 3 : (lundi 31 octobre) Contact téléphonique ANDRA Paris - Cabinet Ministère

J - 1 (Mercredi 2 novembre)

Matin : réunion Préfecture. Nature du message : acquisition réalisée; annonce de la présence sur le terrain du propriétaire qui réalise le débroussaillage à partir du jeudi 2 novembre et des topographes le lundi 7 novembre.

Contact téléphonique RG/Gendarmerie/DRIR (2).

Midi : Rendez-vous avec Brigade Saint-Trivier-de-Courtes.

Après-midi : Contacts téléphoniques avec Messieurs Boyon, Pépin et le maire de Saint-Jean, pris par Monsieur Mazenot ou par nous. (Monsieur Mazenot souhaitera sûrement organiser cette information lui-même)

Soir : Contact téléphonique (ANDRA) avec le maire de Saint-Jean, pour proposer un rendez-vous d'information après s'être assuré que Monsieur MAZENOT l'a bien contacté.

Contact téléphonique (ANDRA) avec le maire de Saint-Julien (par correction). Contact téléphonique (ANDRA) avec Monsieur PEPIN pour rendez-vous à venir.

Jour J - : (Mercredi 2 novembre)

Contacts téléphoniques avec DRAE, EDF, FRAPNA, Mairie de Bourg.

J+... Contact téléphonique avec chef de Cabinet de Monsieur Boyon pour lui signifier que l'on est à sa disposition.

Reprise de contacts APBG, Naturalistes de l'Ain, Eric Gilbert (Verts).

ANDRA-INFOS : Diffusion du journal à J+20

4°) Date retenue

La date prévisionnelle de démarrage que nous proposons est mercredi 2 novembre.

Il semble qu'il ne soit pas possible pour des raisons techniques et d'opportunité politique, d'annoncer notre programme de travail avant le 2 novembre.

Il faut noter que le Conseil Général se réunit en session les 24, 25 et 26 octobre et nous ne voudrions pas que les conseillers généraux profitent de notre annonce publique (...).

Annexe 2 : Document du CEA.

CEA	Direction de la Communication
Paris le 26 octobre 1990,	
Anciens sites ou installations contenant des substances radioactives au CEA	
L'inventaire des déchets produits par les installations du CEA depuis sa création en 1945, leur traitement et leur gestion, dans le temps et l'espace, sont une préoccupation majeure et permanente de la Direction Générale.	
Le dernier état de la situation au sein du CEA peut être résumé ainsi :	
1 - En novembre 1989, l'Administrateur Général du CEA a confié à M. R. Lallement, Inspecteur Général, mission :	
1) De dresser un inventaire exhaustif des déchets irradiés, irradiants ou dangereux (par exemple les déchets chimiques) produits et à produire d'ici à la fin du siècle par les installations du CEA ou entreposés sur ses centres.	
2) De formuler toute proposition pour une gestion technique et financière rationnelle de ces déchets.	
3) D'établir un état détaillé des installations nucléaires relevant des seuls centres civils du Commissariat d'ores et déjà arrêtées ou dont il conviendra d'envisager la mise à l'arrêt d'ici à l'an 2000.	
4) De présenter toute recommandation appropriée sur les meilleures modalités de gestion de ce problème.	
M. R. Lallement a rendu son rapport (une centaine de pages + annexes) en février 1990.	
2 - Les recommandations du rapport ont été prises en compte par les Directions Techniques et les Centres du CEA, à la fois dans le budget 1991 et à plus long terme. En particulier, le poste budgétaire correspondant a été majoré sensiblement pour permettre le lancement d'une première série d'actions.	
3 - En conclusion , ce rapport indique qu'aucun des sites mentionnés dans l'inventaire ne présente de danger tant pour la sécurité des travailleurs, la santé des populations que pour la qualité de l'environnement.	
Un effort important sera fait dans les années à venir pour garantir le maintien de la sûreté des sites, des installations ou des produits qui datent parfois de plus de 20 ans.	

ANCIENS SITES OU INSTALLATIONS CONTENANT DES SUBSTANCES
RADIOACTIVES (1)

On trouvera dans ce qui suit une liste de sites, d'installations ou d'usines dans lesquelles se trouvent stockées des substances radioactives.

Ces sites appartiennent à différentes catégories :

- installations de stockage de déchets résultant d'activités industrielles ou de R&D ;
- anciennes installations industrielles ou de R&D ;
- installations industrielles ou de R&D en cours de déclassement-démantèlement ;
- autres installations ;

Dans la plupart des cas, ces substances radioactives sont confinées dans des installations anciennes qui ne mettent cependant pas en cause la santé publique; ce qui, en fait, mérite une attention particulière, c'est la compatibilité de ces installations de confinement avec les règles et normes en vigueur, lesquelles ont bien souvent été établies et/ou modifiées après la mise en service de ces installations (2).

Cette liste, limitée aux activités civiles et qui ne prend en compte ni les sites miniers ni certains sites à l'étranger, est construite de la manière suivante :

- 1 - Les déchets du CEA, hors des Centres du CEA ;
- 2 - Les déchets ou matières radioactives sur des Centres du CEA ;
- 3 - Installations en cours de déclassé-ment-démantèlement ;
- 4 - Autres installations, sites, dépôts non CEA.

Elle résulte d'une réflexion qui a été, en quelque sorte, poussée aux limites. Dès lors, à certains noms évoqués, il n'est pas possible dans l'immédiat d'associer des dossiers solidement constitués.

(1) Le CEA est responsable de ses installations en tant qu'exploitant nucléaire soumis à la réglementation française concernant ces activités. La présente note ne traite donc pas de sites ou installations des autres exploitants nucléaires français : Edf, Cogema, Eurodif etc... sauf mention in fine de quelques dossiers particuliers.

(2) Le CEA a été créé en 1945 et la quasi-totalité des installations créées ont été mises en service il y a plus de 20 ans.

1 - Les déchets du CEA, hors des Centres du CEA :

1.1 LE BOUCHET

a) **les dépôts de résidus de minerais**

Stériles de minerais d'uranium situés à ITTEVILLE (Essonne) contenant quelques grammes de radium et qui de ce fait exhalent du radon.

Remarques : Ce site ne présente aucun danger pour la santé publique. Il fait déjà l'objet d'une campagne de presse.

b) **Les déchets de l'ancienne usine du Bouchet**

La reprise dans un dossier complet de toute l'histoire de cette usine n'est pas une opération aisée mais elle est en cours. Le site de l'usine a été restitué à la SNPE avec des restrictions d'usage.

A noter les lieux de dépôts des déchets de l'ancienne usine du Bouchet :

- a) Autoroute A7 (vers Longjumeau)
- b) Décharge régionale de Montboucher

Pour a) et b) : très faible activité des déchets; autorisation d'évacuation vers ces sites par le SCPRI. Mais possibilité d'exploitation médiatique.

c) Mine de BAUZOT : autorisation de 1971 de la Commission de sûreté des installations atomiques du CEA. Ceci est connu de la presse (dépêches AFP).

1.2 ST AUBIN

Déposante du Centre de SACLAY (Essonne) sur laquelle furent, il y a vingt ans, entreposés des blocs en béton contenant des déchets radioactifs issus des activités de R&D. Ces blocs ont été transférés entre 1972 et 1979 au Centre Manche (site ANDRA). Lors de cet entreposage 243 blocs (sur 2384) furent fissurés par les intempéries et une contamination de la dalle de béton sur laquelle ils reposaient s'ensuivit; il reste aujourd'hui une contamination résiduelle extrêmement faible.

Remarques : Aucun danger pour la santé publique. Ce site fait déjà l'objet d'une exploitation médiatique. Un dossier descriptif est constitué.

2 - Les déchets ou matières radioactives à l'intérieur des Centres du CEA

2-1 CADARACHE

o **Tranchées** : Entrepôts de déchets à Cadarache; dépôts hors normes actuelles mais dont la situation réglementaire est correcte et la surveillance assurée par le centre. Sujet connu du SCSIN et localement de certaines personnalités politiques avec un risque d'exploitation médiatique. Une étude de ces déchets sera entreprise prochainement.

o **Déchets dans Pégase** : entreposage de déchets dans la piscine d'un ancien réacteur de recherche Pégase. Sujet connu du SCSIN qui demande une action.

- o Combustibles irradiés dans la piscine de Pégase : également connu du SCSIN.
- o Combustibles graphite-gaz dégradés : Opérations de reconditionnement en cours : STAR
- o Futur centre de stockage : centre de traitement et d'entreposage de longue durée, des déchets, en vue d'un stockage profond (notamment les sulfates de plomb radifères du Bouchet, qui sont au Centre Manche). Il faut s'attendre, pour ce centre, à plusieurs enquêtes publiques qui, de ce fait, risquent d'induire des retombées médiatiques.
- o CASCAD : installation d'entreposage à sec de combustibles irradiés (EL4, CAMEL,...). Aucun problème sur le plan de la sûreté. La situation est bien connue, notamment de la presse.

2-2 SACLAY

- o Citernes de solvants contaminés : il s'en trouve à Saclay mais aussi dans d'autres centres. La surveillance est assurée régulièrement. De nouveaux moyens de traitement et de conditionnement sont à l'étude.
- o Le stockage d'eau lourde tritiée : une exploitation médiatique locale a déjà eu lieu, en 1989.
- o Déchets de "petits producteurs" extérieurs : à Saclay (mais aussi sur le site SOCATRI à VALRHO). Suivi difficile. Améliorations possibles sur le plan de la gestion et du contrôle.
- o Déchets de ORIS : même situation.
- o Les "cathédrales" : utilisation de certains blocs contenant des déchets très faiblement actifs pour bâtir des hangars. Sans danger, mais risque d'utilisation médiatique.

2-3 FONTENAY AUX ROSES

- o Ancienne "usine Pu" : complètement démantelée et vidée mais avec des règles d'il y a vingt ans . La situation doit être réexaminée au regard des normes d'aujourd'hui.

2-4 SITUATIONS COMMUNES A PLUSIEURS CENTRES

- o Déchets de l'enrichissement chimique : après le déclassement de ces installations à GRENOBLE et PIERRELATTE, les déchets ont été évacués. Mais la situation sera réexaminée à la lumière des normes actuelles.
- o Déchets irradiants en fosses : à SACLAY, FONTENAY AUX ROSES, GRENOBLE, CADARACHE, MARCOULE. Ces dépôts sont bien surveillés, sans danger et ne présentent a priori pas de risques médiatiques, sauf s'il devait y avoir des transports, à l'occasion d'opérations de regroupement.

3 - Installations en cours de déclassement-démantèlement

L'exécution de ces opérations est rigoureusement surveillée. Elles font toutes l'objet de dossiers détaillés disponibles à l'UDIN (Union de déclassement des installations nucléaires).

- o Les réacteurs G2-G3 à MARCOULE : des articles de presse sont déjà parus à propos de la récupération des ferrailles ou aciers très faiblement radioactifs.
- o La pile MELUSINE à GRENOBLE;
- o Le réacteur RAPSODIE à CADARACHE;
- o L'installation RM2 à FONTENAY AUX ROSES (Bâtiment 18)
- o Les installations de chimie à FONTENAY AUX ROSES;
- o L'installation AT1 à LA HAGUE;
- o L'installation ELAN 2B à LA HAGUE;

4 - Autres installations, sites, dépôts non CEA

4.1 Activités très anciennes, scientifiques ou industrielles :

- o Le laboratoire de Pierre et Marie CURIE à ARCUEIL : risque important de médiatisation autour d'un site mal contrôlé ;
- o le "chemin du Radium" à GIF SUR YVETTE : laboratoire de production de radium de la Société nouvelle du radium qui a cessé son activité en 1939. Des habitations sont construites sur l'ancien site.
- o Bandol : unité de production de radium exploitée par la Société d'études d'application du radium (même situation que pour le chemin du radium).

Remarques pour ces trois sites : état peu satisfaisant car il subsiste une contamination résiduelle un peu élevée. Les deux premiers dossiers ont déjà fait l'objet d'exploitation médiatique dans le passé mais celle-ci ne demande qu'à repartir : "Le Parisien" a déjà fait écho à plusieurs reprises au chemin du radium.

4.2 Produits radioactifs utilisés dans le public

o **Les stimulateurs cardiaques** au Pu, gérés par l'Hôpital BROUSSAIS. Situation probablement correcte mais à vérifier.

o **Les déchets d'hôpitaux** : la situation générale n'est pas très satisfaisante du fait que le personnel hospitalier n'est toujours pas correctement sensibilisé aux risques.

o **Les détecteurs de fumées** contenant de l'Américium

o **Les paratonnerres** contenant du Radium et/ou de l'Américium

Pour ces deux derniers dossiers, la situation est satisfaisante sur le plan de la sûreté, mais présente des risques d'exploitation médiatique.

Association Contre le Nucléaire et son Monde

Après avoir conduit, à marche forcée, l'humanité entière dans une situation où les conditions de la survie biologique sont de plus en plus menacées, les tenants du pouvoir et leurs serviteurs zélés - parmi eux, les idéologues du progrès à n'importe quel prix - nous imposent maintenant leur parade à la dégradation qu'ils ont eux-même provoquée. Il ne s'agit rien moins que de nous amener à accepter de perpétuer un système économique impliquant l'empoisonnement généralisé et de nous soumettre sans broncher à la cogestion des conséquences de cette absurdité.

Parmi les nombreuses causes de l'empoisonnement incontrôlé de la planète, l'énergie nucléaire occupe particulièrement les réflexions de notre association, tant son utilisation et ses conséquences sont significatives de la fuite en avant mortelle imposée aux êtres humains par l'économie marchande et l'Etat. L'industrie nucléaire est née dans le secret des recherches militaires sur la bombe atomique. Sa mise en oeuvre, son exploitation et la propagande idéologique assenée à son propos concentrent ce dont les hommes devront se débarrasser avant d'espérer faire leur propre histoire.

Aux yeux du monde, la France est la vitrine de la domination du pouvoir nucléaire. Les atomistes ont installé totalitairement l'ensemble du parc électro-nucléaire sans jamais fournir d'information sur les dangers qu'ils faisaient courir aux populations. Ici, la réalisation de leur projet a été favorisée par l'absence d'une opposition efficace et durable, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays où la pugnacité des opposants a provoqué un fort ralentissement des programmes d'équipement et d'exploitation. Il aura fallu les catastrophes de Three Mile Island et de Tchernobyl pour que le lobby nucléaire soit contraint de se préoccuper d'information : on a vu de quelle manière cynique, avec les mensonges de Pellerin au moment de Tchernobyl et, plus récemment, avec les tentatives malheureuses de transparence à propos des inconséquences passées du CEA dans l'Essonne ! C'est qu'il lui est impossible de rompre avec la pratique du secret militaire liée à son origine.

Les désastres nucléaires fournissent un champ d'investigation unique pour certains spécialistes : aussi bien pour la mesure des conséquences directes des accidents que pour la gestion de leurs effets «secondaires», comme les réactions des populations. Si, à la suite de Tchernobyl, les écologistes de la CRII-RAD ont pu dénoncer, grâce à leurs mesures de la radioactivité, le silence entretenu autour du passage du nuage radioactif en France, leur position de contre-experts scientifiques les amène maintenant à s'intégrer aux structures étatiques de protection et d'évaluation des risques et à postuler au partage de la gestion des futures catastrophes. Enfin, dans le but de canaliser la peur légitime de populations face, entre autres, au danger atomique, une fraction notable des écologistes a constitué le parti Vert, permettant ainsi à l'Etat de noyer les inquiétudes, l'angoisse, voire la colère dans le Grand Collecteur Electoral.

Devant la montée des problèmes liés à l'environnement, la société cherche à impliquer tous les individus dans la gestion du désastre qu'elle a provoqué. Il lui faut maintenant adapter le consommateur à ce qu'a dû produire le salarié. Ce qui avait été accepté hier et qui apparaît nocif aujourd'hui doit être assumé sous forme de responsabilité individuelle. La

dépossession de l'individu est achevée lorsqu'il ne trouve plus son salut dans ses propres forces mais lorsqu'il s'en remet à l'Etat et à ses organes de propagande, considérés comme seule forme de défense collective face à la menace d'une destruction planétaire.

XXXXXX

Cette illusion ne durera pas éternellement.

Aller contre ce cours fatidique oblige à se heurter à l'aspect écrasant de l'ordre des choses. Aujourd'hui, même défendre la vie est devenu impossible sans s'en prendre à la société dans son ensemble. Plus particulièrement, le refus du nucléaire et de ses conséquences implique le lien avec le monde qui les produit : pour dénoncer le nucléaire il faut dénoncer la déraison économique, l'Etat et la mascarade parlementaire. Replacer la dégradation générale des conditions de vie dans sa logique est le minimum nécessaire pour espérer échapper à la gestion de l'existant à laquelle s'est résignée la majorité des groupes spécialisés dans l'écologie.

La victoire de l'Etat n'est pas absolue, cette résignation n'est pas universelle. On l'a vu dans quelques régions où les projets de l'Etat et de ses mandants ont été contrecarrés par des hommes et des femmes qui ont démontré avoir encore la volonté de prendre leurs affaires en mains et malgré toutes les difficultés, les moyens de s'organiser de manière autonome.

C'est avec la volonté de rompre avec la résignation régnante, avec l'isolement et l'impuissance qu'elle induit, que nous avons constitué l'Association Contre le Nucléaire et son Monde (*). Si nous n'avons pas d'organisation idéale à proposer, nous nous sommes organisés sur la base d'un principe hors de discussion : le refus de toute hiérarchie. Par ailleurs, inscrire notre action dans la durée, nous paraît être un moyen indispensable pour construire une lutte et rendre sensibles ses objectifs. C'est seulement en mettant en évidence les exigences du refus que les rencontres et les collaborations souhaitables pourront devenir possibles en trouvant leurs perspectives. Il s'agit pour nous de renouer les liens du dialogue et d'acquiescer ainsi une plus grande cohérence, qui est la force essentielle contre la confusion dominante.

Dans la perspective de contribuer à la constitution d'un point de vue cohérent à même d'intervenir dans les luttes, l'association se fixe pour tâche immédiate :

- de dénoncer la dégradation des conditions de vie et ceux qui la génèrent.
- de lutter contre ceux qui produisent et entretiennent la confusion sur la nature de cette dégradation et sur ce qu'implique son refus.

(*) La majorité des membres actuels de l'Association Contre le Nucléaire et son Monde a appartenu au Comité "Irradiés de tous les pays, unissons-nous" fondé en 1987, à Paris. Ils ont été conduits à le quitter en janvier 1990. Les difficultés liées à l'organisation d'une activité collective dans cette époque avait produit une polarisation sur des positions figées et opposées dans lesquelles ils ne se reconnaissaient pas.

L'Association communiquera à quiconque lui en fera la demande son analyse sur les conflits qu'a traversé le Comité "Irradiés de tous les pays, unissons-nous" et leurs développements.

«Aux États-Unis, il y eut officiellement 192 essais nucléaires en atmosphère entre 1946 et 1963, date de l'interdiction de ce type d'essais. Des estimations situent entre 300 000 et 1 million le nombre de militaires américains qui ont été délibérément exposés à des retombées radioactives de forte énergie. Environ 1000 militaires canadiens et un nombre indéterminé de civils canadiens et américains ont aussi été exposés. (...) La population de l'Utah et du Néveda reçut à la suite d'un essai d'une bombe au Néveda en 1953 des doses de radiations qu'on évalue être de 40 à 500 fois plus élevées que la dose qui entraîna l'évacuation des femmes enceintes et des enfants lors de l'accident nucléaire de Three Mile Island en mars 1979.»

Rosalie Bertell

Sans danger immédiat ? L'avenir de l'humanité sur une planète radioactive

Édition de la pleine lune



Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient atteints...

L'Association recommande la lecture des brochures et de l'article suivant :

– *La Société Nucléaire*

de Roger Belbeoch dans l'*Encyclopédie Universelle Philosophique* (PUF)

– *Rapport sur le traitement des ordures à Salzuit*

Brisset - poste restante - 43370 Solignac-sur-Loire

– *Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer*

Encyclopédie des Nuisances - BP 188 - 75665 Paris Cedex 14

